



COMMUNE D'ADISSAN DEPARTEMENT DE L'HERAULT

PLAN LOCAL D'URBANISME 5-1 – ANNEXES SANITAIRES

P.L.U DE LA COMMUNE D'ADISSAN 5-1 – ANNEXES SANITAIRES	
ARRETE LE	APPROUVE LE
20 JUILLET 2011	
Signature et cachet de la Mairie :	

E L A B O R A T I O N D U P L A N
L O C A L D ' U R B A N I S M E

LISTE DES ANNEXES DU DOSSIER DE PLU

NOTICE SANITAIRE	5-1 A
ANNEXE ASSAINISSEMENT	5-1 B
RAPPORT DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT ET CARTE DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT	
SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT (PROGRAMMATION DES TRAVAUX)	
RAPPORT AVP POUR LA CREATION DE LA STEP	
ACCORD DOSSIER DECLARATION ET FINANCEMENT	
ANNEXE ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET DEFENSE INCENDIE	5-1 C
PLAN DU RESEAU AEP	
RECOMMANDATION DU SDIS SUR LA DEFENSE INCENDIE ET CARTE DE LA DEFENSE INCENDIE	
ANNEXE RESEAU PLUVIAL	5-1 D
PLAN DU RESEAU EP ET BASSINS VERSANTS	



COMMUNE D'ADISSAN

DEPARTEMENT DE L'HERAULT

PLAN LOCAL D'URBANISME

5-1 A – NOTICE SANITAIRE

P.L.U DE LA COMMUNE D'ADISSAN PIECE 5-1 A : NOTICE SANITAIRE

ARRETE-LE

20 JUILLET 2011

APPROUVE LE

Signature et cachet de la Mairie :



SOMMAIRE

1. Eau Potable	3
1.1. Etat actuel du réseau d'alimentation en eau potable	3
1.2. Situation projetée d'alimentation en eau potable	4
1.3. Situation actuelle et projetée de la défense incendie.....	5
2. Assainissement.....	6
2.1. Etat actuel de l'assainissement.....	6
2.2. Situation projetée.....	6
2.3. Programmation travaux / accord et financement	6
3. Les eaux pluviales	7
4. La gestion des déchets.....	8
4.1. Situation actuelle	8
4.2. Situation à venir	8

1. EAU POTABLE

1.1. Etat actuel du réseau d'alimentation en eau potable

1.1.1. Les ressources et l'alimentation en eau potable

La commune d'Adissan, localisée sur la rive droite de l'Hérault, fait partie du Syndicat Intercommunal des Eaux de la Vallée de l'Hérault (SIEVH) regroupant 19 communes. La rive droite est alimentée par la station de pompage de Cazouls d'Hérault, prélevant l'eau dans la nappe d'accompagnement de l'Hérault. Ce forage est relié via deux canalisations en acier, aux réservoirs principaux de Roque Maurel (2000 m³) sur la rive droite et du Mas d'Affre sur la rive gauche. A partir de ces réservoirs, l'eau s'écoule gravitairement jusque dans les réservoirs communaux.

Ce captage a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de D.U.P. du 8 février 1977. Les possibilités d'exhaure étaient estimées alors à 400 m³/h. Le nouveau rapport géologique de novembre 1993 estime que les débits sont de 360 m³/h. Un nouveau dossier de déclaration d'utilité publique est en cours sur ce captage.

En cas de pollution à la station de Cazouls, le réservoir de St Mamert situé sur Plaissan alimenté par le forage de St Mamert peut fournir en eau le réservoir de Nizas, sécurisant ainsi l'alimentation d'eau sur le syndicat.

1.1.2. Distribution en eau

Le réservoir d'Adissan, d'une capacité de 600 m³, alimenté gravitairement par le réservoir de Roque Maurel assure la distribution eau de la commune d'Adissan.

Les caractéristiques du réseau de distribution sont les suivantes (données issues du rapport annuel de 2009 du SIEVH) :

- Diamètre maximal : 175 mm ;
- Nombre d'abonnés alimentés : 515 u ;
- Nombre d'habitants desservis : 909 u ;
- Volume consommé : 60 840 m³.

La consommation moyenne sur le réseau communal est de l'ordre de 166 m³/j avec une consommation journalière de pointe de 332 m³/j en appliquant un coefficient de pointe maximum de 2.

Le réseau d'Adissan est composé de différentes canalisations de distribution (de Ø50 jusqu'au Ø175) qui desservent les différentes zones habitées d'Adissan.



1.2. Situation projetée d'alimentation en eau potable

Le PLU d'Adissan s'est fixé pour objectif d'atteindre 1250 habitants en 2025. Afin d'assurer ce développement, la commune a défini des surfaces dédiées à l'urbanisation pour accueillir cette population. Les besoins en eau ont été estimés sur la totalité des potentialités d'urbanisation à court et moyen terme offertes dans le PLU (soit sur 11 hectares environ) afin de disposer d'une marge de sécurité pour l'évaluation des capacités du réseau.

1.2.1. Alimentation en eau

Il est prévu dans le projet de PLU d'Adissan un potentiel d'accueil d'environ 333 habitants supplémentaires à l'horizon 2025 dans les zones d'extensions d'habitations (les dents creuses UB, les zones 1AU et 2AU). Sur la base d'une consommation moyenne de 150 l/j/hab, la consommation supplémentaire engendrée sur ces zones sera de l'ordre de 50 m³/j.

L'augmentation globale de la consommation en eau potable est donc de 50 m³/j.

En l'état futur, en 2025, les volumes journaliers projetés sur la commune seront voisins de 216 m³/j en moyenne.

Les capacités de production des deux forages sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Ressources	Forage Cazoult d'Hérault	Forage St Mamert	Total
Capacité de production à l'heure	400 m³/h	100 m³/h	500 m³/h
Capacité de production par jour	5400 m³/j (20 h de fonctionnement)	2400 m³/j (24 h de fonctionnement)	10 400 m³/j

Actuellement, bien que possédant une ressource suffisante, le Syndicat projette l'exploitation d'un nouvel ouvrage qui permettra de diversifier la ressource et d'augmenter la production annuelle afin de répondre à l'augmentation toujours croissante des besoins.

Les différents secteurs ouverts à l'urbanisation dans les dents creuses en secteur UB et 1AU sont desservis ou tout du moins longés par des réseaux d'eau. Aussi toutes les zones pourront être facilement desservies par les réseaux. Le coût des raccordements incombera donc à la charge des propriétaires.

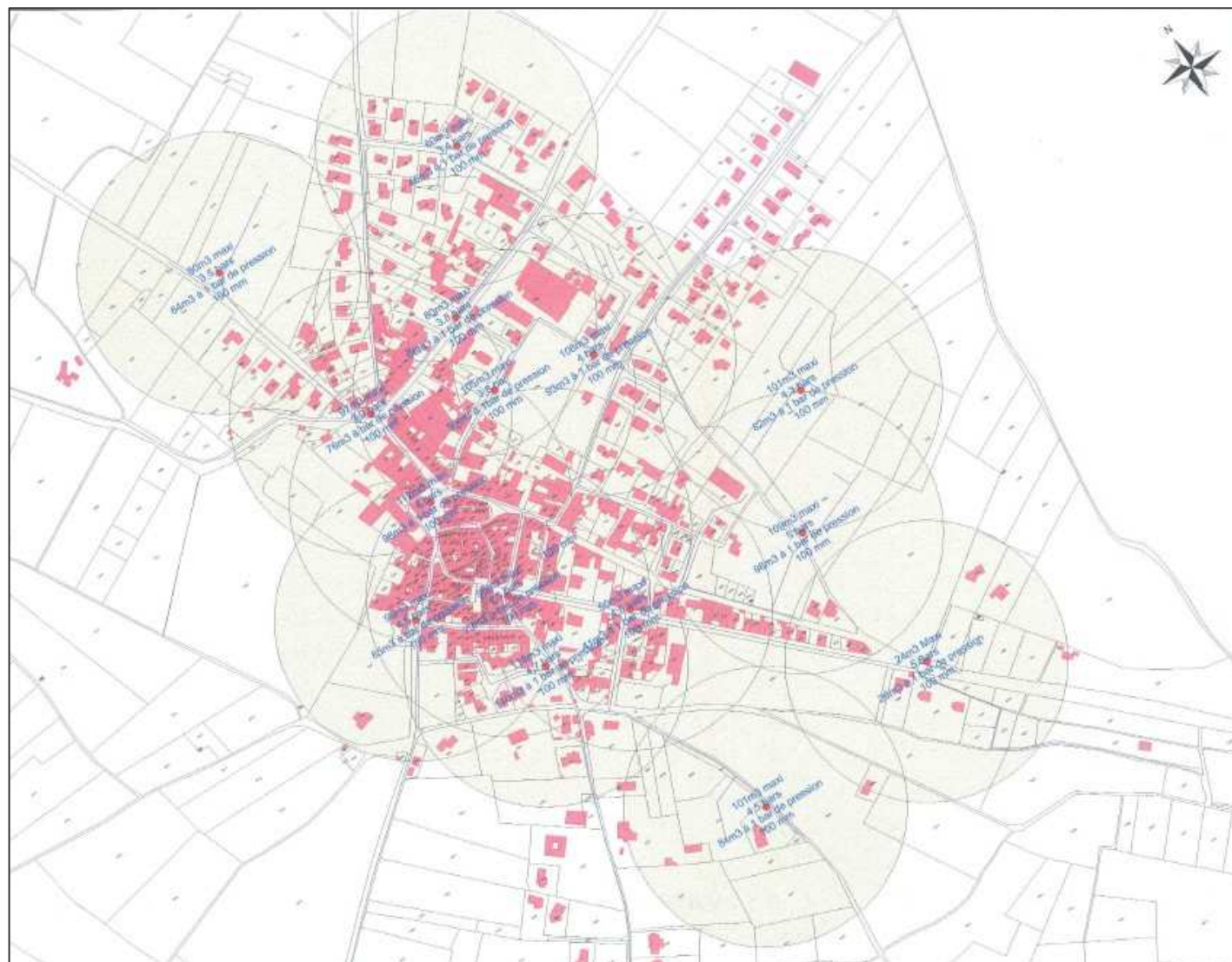
1.3. Situation actuelle et projetée de la défense incendie

1.3.1. Situation actuelle de la défense incendie

Le village d'Adissan est bien couvert par la défense incendie. En effet, l'ensemble des poteaux est aux normes ou en cours de réparation, tous étant alimentés par une canalisation supérieure à 100 mm (voir document désignation et informations des poteaux incendie en annexe).

1.3.2. Situation projetée de la défense incendie

Les nouveaux points d'eau envisagés devront être en nombre suffisant et positionnés de manière à répondre aux normes exigées en matière de défense incendie (rayon d'action, débit de 60 m³/h pour une pression de 1 bar pendant 2 heures). Une vigilance particulière devra être portée au respect des normes incendies en cas de développement simultané des différents secteurs de la commune.



2. ASSAINISSEMENT

2.1. Etat actuel de l'assainissement

Les effluents de la commune d'Adissan sont actuellement traités par la station d'épuration de la commune présente en entrée de ville le long de la route de Pézenas. La station est de 900 équivalents habitants et arrive à saturation. Des travaux pour la future station d'épuration ont déjà été réalisés. Un collecteur principal de diamètre 200 mm en fonte a ainsi déjà été installé. Sur les avis du Conseil Général, la STEP projetée permettra de traiter 1500 équivalents habitants.

En parallèle du PLU, la commune a lancé l'élaboration d'un zonage d'assainissement. Dans le cadre de ce zonage, toutes les nouvelles poches de développement, définies dans le cadre du projet de PLU, seront intégrées au zonage et devront être reliées au réseau d'assainissement collectif. Pour la desserte des nouveaux quartiers, il sera étudié la possibilité de renforcer les réseaux d'assainissement de la commune.

Ce zonage a été soumis à l'enquête publique conjointement.

2.2. Situation projetée

La STEP actuelle n'étant pas de capacité suffisante, la commune a lancé une étude pour la construction d'une nouvelle STEP situé à proximité de la STEP actuelle le long de la route de Pézenas.

Les études sur la STEP ont été réalisées (cabinet Coumelongue) et la commune a opté pour la construction d'un filtre planté de roseaux sur deux étages suivant une filtration verticale. Un poste de relevage sera mis en place au niveau de l'ancienne STEP. Cette STEP traitera des effluents purement domestiques. Les viticulteurs ont des systèmes spécifiques pour le traitement de leurs effluents.

La nouvelle STEP aura une capacité de 1500 habitants et sera donc de capacité suffisante pour accueillir les 300 environs habitants supplémentaires d'ici à 2025. Cette marge d'environ 250 Equivalents Habitants a été demandée par les services du Conseil Général.

2.3. Programmation travaux / accord et financement

Les consultations des entreprises pour la STEP ont été lancées en septembre 2011 dans le but d'obtenir les subventions en février 2012. Le choix de l'entreprise est en cours et la nouvelle STEP pourra ainsi être construite au courant de l'année 2012.

L'accord de la préfecture pour le dossier de déclaration loi sur l'eau relatif à la construction de la STEP a été donné en mars 2012 et vaut également accord pour le début des travaux.

Les financements du Conseil Général ont été alloués début avril 2012.

L'ENSEMBLE DE CES PIECES, AINSI QUE LE DOSSIER D'AVANT PROJET POUR LA CONSTRUCTION DE LE STEP PRESENTANT LE PROJET ET LA PROGRAMMATION DES TRAVAUX, SONT JOINTES AU DOSSIER DE PLU AU SEIN DES ANNEXES RELATIVES A L'ASSAINISSEMENT.

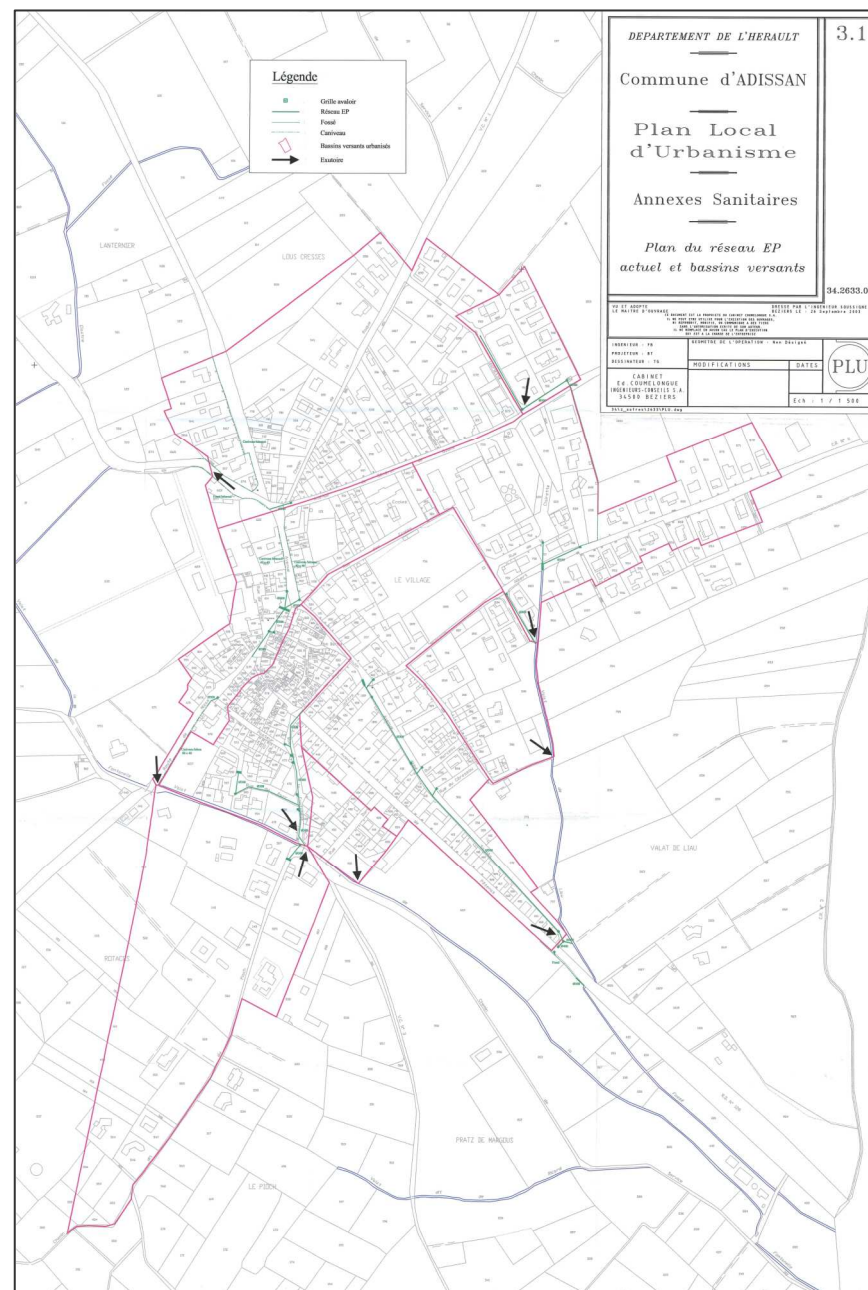
3. LES EAUX PLUVIALES

La commune s'est dotée de canalisation pour gérer les eaux pluviales de taille variable selon les secteurs. Ce réseau est en partie enterré mais se compose également de fossé ouvert. Les Valats existants sur le territoire communal servent d'exutoire à ces eaux de ruissellement.

Il est à noter qu'un bassin de rétention paysager a été construit à l'entrée du lotissement des Cresses.

Le respect du PPRI va dans le sens d'un respect de l'écoulement et de l'infiltration des eaux.

Les futurs projets devront prendre en compte la problématique des eaux pluviales sur la commune thématique très forte dans l'Hérault.



4. LA GESTION DES DECHETS

4.1. Situation actuelle

Le ramassage et le tri des déchets de la commune d'Adissan sont assurés par le SITCOM (Syndicat Intercommunal de collecte et de traitement des Ordures Ménagères) de Pézenas-Agde.

Ce syndicat organise par ailleurs le tri sélectif sur le territoire qui se fait au moyen de poubelles individuelles.

Sur la commune d'Adissan, la collecte des ordures ménagères a lieu deux fois par semaine (lundi et jeudi) et la collecte sélective, une fois par semaine (vendredi).

La commune d'Adissan est rattachée à la déchetterie de Fontès. Une ancienne décharge présente sur la commune a été réhabilitée.

4.2. Situation à venir

Le projet de développement de la commune d'atteindre 1250 habitants va entraîner une production supplémentaire des déchets.

La collecte des déchets sur la commune devra ainsi assurer la desserte des nouvelles zones de développement. Quelques modifications pourront également survenir dans la fréquence de la collecte.

Dans les opérations d'ensemble comme pour le cas du futur développement derrière le lotissement des Cresses, des lieux de stockage des déchets seront en plus réalisés et seront dimensionnés de manière à recevoir et permettre de manipuler sans difficulté tous les récipients nécessaires à la collecte sélective des déchets et accessible depuis la voie publique.



COMMUNE D'ADISSAN
DEPARTEMENT DE L'HERAULT

PLAN LOCAL D'URBANISME

5-1 B – ANNEXES ASSAINISSEMENT

P.L.U DE LA COMMUNE D'ADISSAN 5-1 B – ANNEXES ASSAINISSEMENT	
ARRETE LE	APPROUVE LE
20 JUILLET 2011	
Signature et cachet de la Mairie :	



Eveilleur d'intelligences environnementales

Réalisé par

G2C environnement

316 rue Henri Becquerel

11400 Castelnaudary

COMMUNE D'ADISSAN
DEPARTEMENT DE L'HERAULT

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

NOTICE DE PRESENTATION

Juillet 2011

Identification du document

Élément		
Titre du document	Zonage d'assainissement	
Nom du fichier	Notice de zonage Adissan V2.doc	
Version		
Rédacteur	ORMD	
Vérificateur	VIBE	
Chef d'agence	LARO	



SOMMAIRE

1. PREAMBULE	9
2. PRESENTATION DE LA COMMUNE ET DE SON SYSTEME D'ASSAINISSEMENT	13
2.1. Localisation.....	15
2.2. Données démographiques	16
2.3. Données relatives au milieu naturel	17
2.3.1. Réseau hydrographique	17
2.3.2. Zones naturelles	18
2.3.3. Risques naturels	19
2.3.4. Usages de l'eau	21
2.4. Système d'assainissement existant	22
2.4.1. Assainissement collectif des eaux usées	22
2.4.2. Assainissement autonome	22
3. NOTICE JUSTIFIANT LE ZONAGE	23
3.1. Assainissement autonome	25
3.1.1. Textes de référence	25
3.1.2. Tableau de synthèse multicritères	25
3.1.3. Aptitude des sols à l'assainissement autonome	25
3.2. Enjeux environnementaux	25
4. CHOIX DES ELUS	27
4.1. Extension de la collecte des Eaux Usées	29
4.2. Secteurs maintenus en assainissement non collectif	30
5. CARTE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT	31
6. RAPPELS REGLEMENTAIRES	35
6.1. Assainissement collectif.....	37
6.1.1. Droits et devoirs des particuliers	37
6.1.2. Droits et devoirs de la collectivité	37
6.2. Assainissement autonome	38
6.2.1. Droits et devoirs des particuliers	38
6.2.2. Droits et devoirs de la collectivité	38
ANNEXE 1 : CARTE DE ZONAGE.....	39



GLOSSAIRE

- **Assainissement autonome ou assainissement non collectif :**
Système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.
- **Assainissement collectif :**
Système d'assainissement comportant un réseau public réalisé par la commune.
- **Assainissement collectif regroupé ou autonome regroupé :**
Il s'agit de l'application de solutions techniques d'assainissement autonome à plusieurs habitations individuelles. Cette filière commune sera collective si elle est gérée par la commune et autonome si elle est gérée par un ou plusieurs particuliers.
- **Eaux ménagères :**
Eaux provenant des salles de bain, cuisines, buanderies, lavabos, etc...
- **Eaux vannes :**
Eaux provenant des WC.
- **Eaux usées :**
Ensemble des eaux ménagères et des eaux vannes.
- **Effluents :**
Eaux usées circulant dans un dispositif d'assainissement.
- **Filière d'assainissement :**
Technique d'assainissement assurant le traitement des eaux usées domestiques comprenant, la fosse toutes eaux et équipements annexes ainsi que le système de traitement, sur sol naturel ou reconstitué.
- **Hydromorphie :**
Présence d'eau temporaire ou permanente à faible profondeur.
- **Perméabilité :**
Capacité d'un sol à infiltrer les eaux.
- **Substratum :**
Roche en place recouverte par une hauteur de sol plus ou moins importante.
- **S.P.A.N.C :**
Service Public d'Assainissement Non Collectif chargé de l'instruction du volet d'assainissement des permis de construire et certificat d'urbanisme et du contrôle de bon fonctionnement des assainissements individuels.
- **STEP :**
STation d'EPuration.
- **P.O.S. :**
Plan d'Occupation des Sols.
- **P.L.U. :**
Plan Local d'Urbanisme.



1. PREAMBULE



La nouvelle Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006, est venue apporter quelques modifications à la précédente loi sur l'eau du 3 janvier 1992. Les communes sont responsables du contrôle des installations d'assainissement non collectif, le délai de mise en œuvre de ce contrôle étant cependant allongé (modification de l'article L.2224-8 du CGCT).

Cette mission de contrôle est effectuée :

- Soit par vérification de la conception et de l'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de huit ans,
- Soit par un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien pour les autres installations, établissant, si nécessaire, une liste des travaux à effectuer.

Cette nouvelle loi précise également les opérations que les communes peuvent effectuer à la demande du propriétaire.

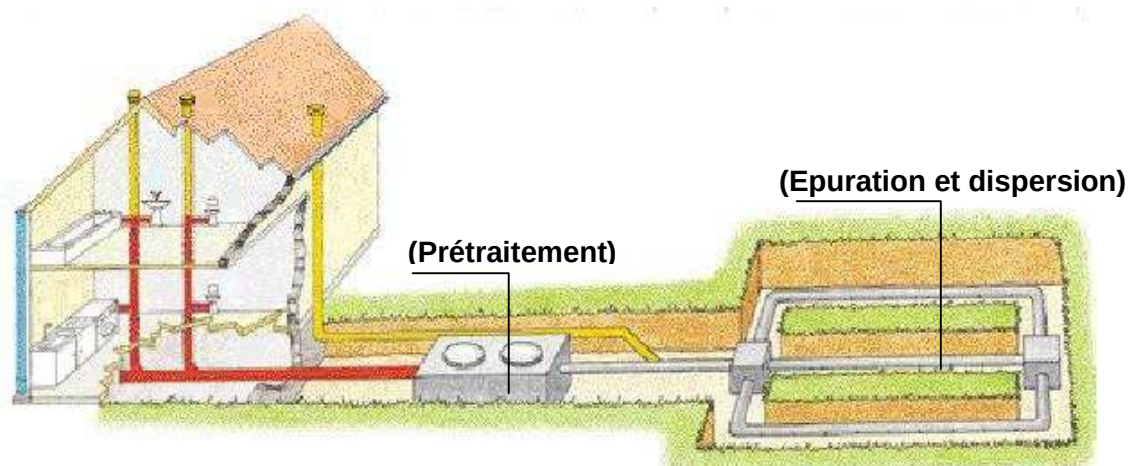
Les communes peuvent aussi fixer les prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement autonome.

Les communes délimitent après enquête publique, **les zones relevant de l'assainissement collectif, et celles relevant de l'assainissement non collectif** où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, les opérations d'entretien, de vidange et de réhabilitation (modification de l'article L.2224-10 du CGCT).

L'assainissement autonome d'une habitation, dans le passé, se composait uniquement d'une fosse septique collectant les eaux vannes. Les eaux usées et les eaux ménagères étaient rejetées dans un fossé ou dans un puits perdu. Du fait de l'acquisition d'habitudes d'hygiène, le volume et la nature des eaux rejetées ont évolué et les techniques d'assainissement autonome, valables jadis, sont à reconsidérer aujourd'hui.

A ce jour, la réglementation impose la réalisation :

- d'une **fosse toutes eaux** permettant le prétraitement des eaux vannes et ménagères,
- d'un **épandage dans le sol** en place ou dans un sol reconstitué (sable). Cet épandage assurant l'épuration des effluents et leur dispersion après traitement dans le sol en place.



Le zonage d'assainissement définit à l'échelle parcellaire et pour l'ensemble du territoire les modalités d'assainissement (collectif, non collectif).

Ce zonage résulte des solutions retenues par la commune, sur la base d'analyses technico-économiques des possibilités d'assainissement des secteurs actuellement en assainissement non collectif et des secteurs de développement futur. Cette carte de zonage doit ensuite être soumise à l'enquête publique en vue d'être opposable aux tiers.

Le présent dossier, support de l'enquête publique, a donc pour objet d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions afin de permettre à la commune de disposer de tous les éléments nécessaires à sa décision finale.



2. PRESENTATION DE LA COMMUNE ET DE SON SYSTEME D'ASSAINISSEMENT



2.1. Localisation

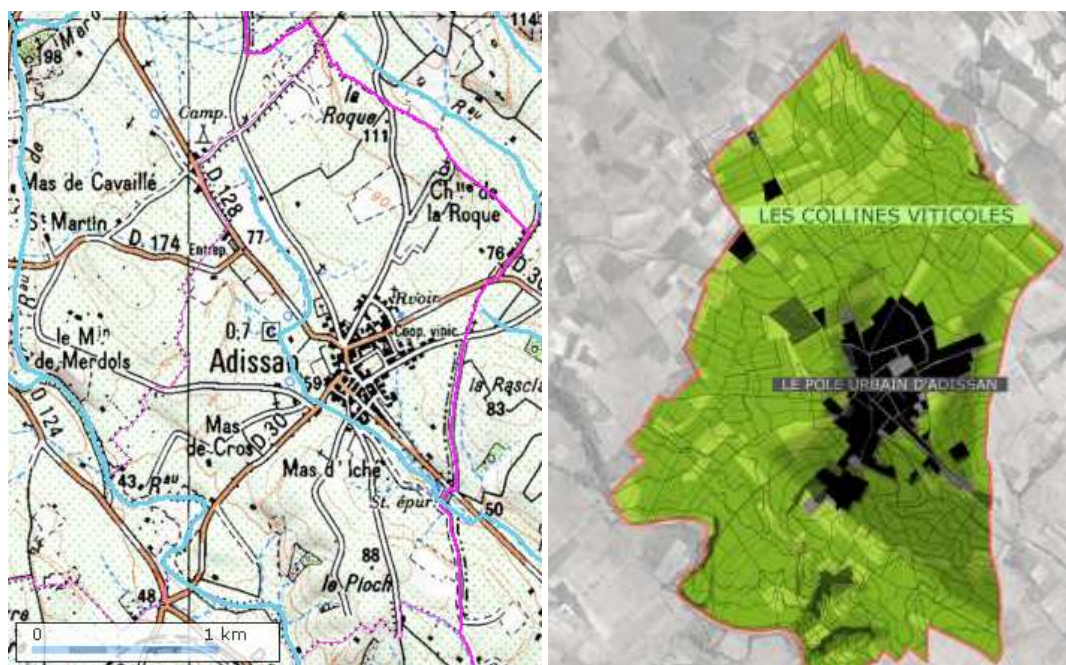
Le territoire communal d'Adissan se trouve au nord du territoire intercommunal de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée (CAHM) comme illustré sur la figure suivante. Sa proximité avec l'autoroute A75 lui permet de rallier les grands pôles du département rapidement.

Figure 1-1 : Carte de localisation de la commune d'Adissan



La commune présente une superficie de 446 ha bien inférieure à la moyenne nationale (1500 ha). Le territoire rural de la commune est dominé par la viticulture notamment sur les petites collines (les « puechs ») qui dominent la commune au nord. La figure suivante présente l'emplacement des collines viticoles sur le territoire communal :

Figure 2-1 : Cartes communales d'Adissan



La commune est bordée au Sud-Ouest par la Boyne et est traversée par le Vallat de la Fontanelle dans lequel se jettent les effluents traités par la station d'épuration de la commune.

Le centre bourg d'Adissan, typique des villages languedociens, confère à la commune un cadre de vie de qualité. La position stratégique de la commune et cet environnement de qualité ont entraîné une évolution de son territoire. En effet, une attractivité résidentielle traduite par un habitat pavillonnaire s'est développée



depuis quelques années. C'est dans cette optique que la mise en place d'un plan local d'urbanisme accompagné d'un zonage d'assainissement s'est vu confié à la société G2C environnement.

ORGANISATION DE L'HABITAT

L'habitat sur la commune est densifié sur le bourg.

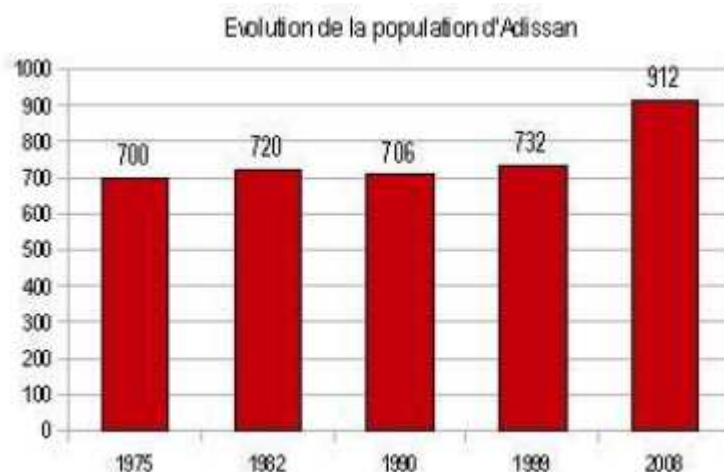
Le tissu urbain du village de Adissan est bien défini et organisé en deux parties distinctes :

- Les noyaux anciens caractérisés par un habitat dense et traditionnel
- Les extensions urbaines caractérisées par des pôles résidentiels pavillonnaires au tissu urbain plus lâche (jardins et rues larges), divisées en deux zones :
 - o Une grande zone à l'Est du bourg (depuis le cimetière au nord jusqu'à l'entrée Sud-Est du village)
 - o Une zone au Sud-Ouest à demi plus petite que la précédente

2.2. Données démographiques

De 1968 à 1999, la commune connaît une croissance générale positive, marquée par des variations positives et négatives qui font osciller la population autour de 720 habitants. Depuis les années 2000, la commune doit faire face à un accroissement notable de la population passant de 732 habitants en 1999 à 912 habitants en 2008, soit une évolution de 2,6% supérieure à celle de la CAHM et de l'Hérault en général. La figure suivante illustre l'évolution de population de la commune depuis 1975 :

Figure 2-2 : Evolution de la population sur la commune d'Adissan



Source INSEE, RGP et estimations communales

Cette croissance est la conséquence d'une pression immobilière et foncière importante sur la commune due entre autres à :

- La recherche d'un habitat moins coûteux que dans les grands pôles urbains du département,
- L'accès facilité à ces pôles grâce à l'arrivée de l'autoroute A75,
- La recherche d'un cadre de vie rural.

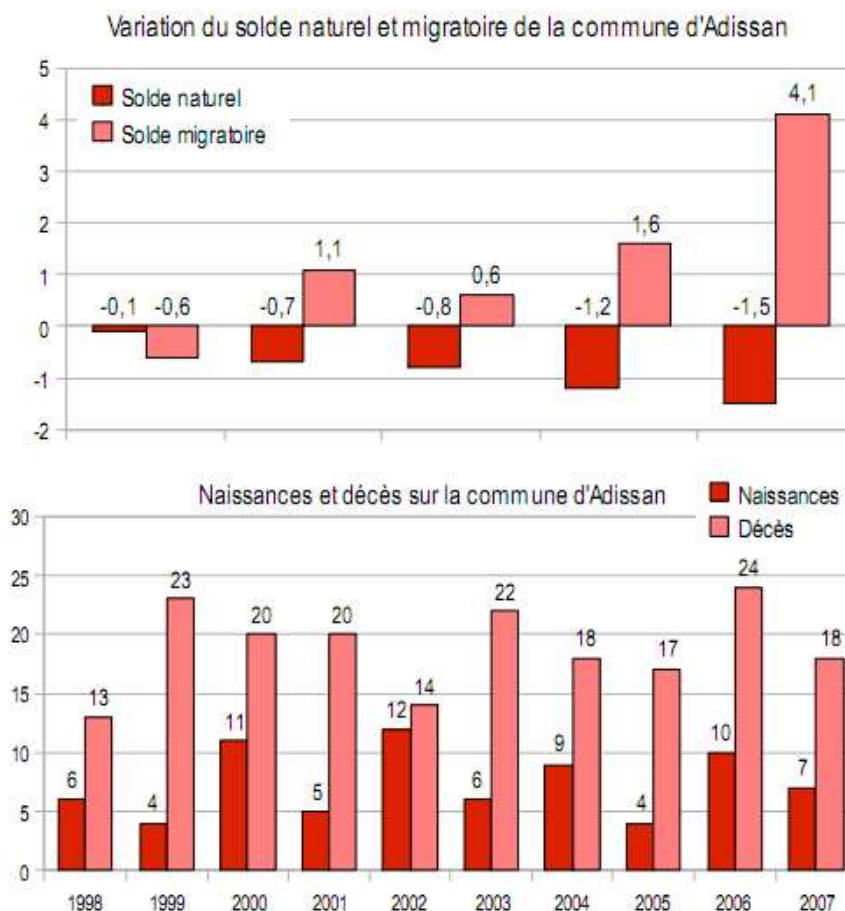
L'évolution du solde migratoire de la commune témoigne des étapes historiques l'ont marqué :

- une phase de stabilité de population dans les années 1960-2000 où les seuils migratoire et naturel s'annulaient,
- une phase d'arrivée depuis 2000 malgré un solde naturel toujours négatif et une population vieillissante.

Depuis 2000, la commune connaît la phase d'attractivité résidentielle expliquée plus haut, grâce notamment à l'arrivée de l'A75 et au retour des populations dans les campagnes. La figure suivante illustre l'évolution du solde migratoire sur la commune :



Figure 2-3 : Evolution du solde migratoire et des naissances-décès sur la commune d'Adissan.



D'après ces différents points, les estimations montrent que la population communale devrait atteindre 1200 habitants à l'issue de l'urbanisation.

2.3. Données relatives au milieu naturel

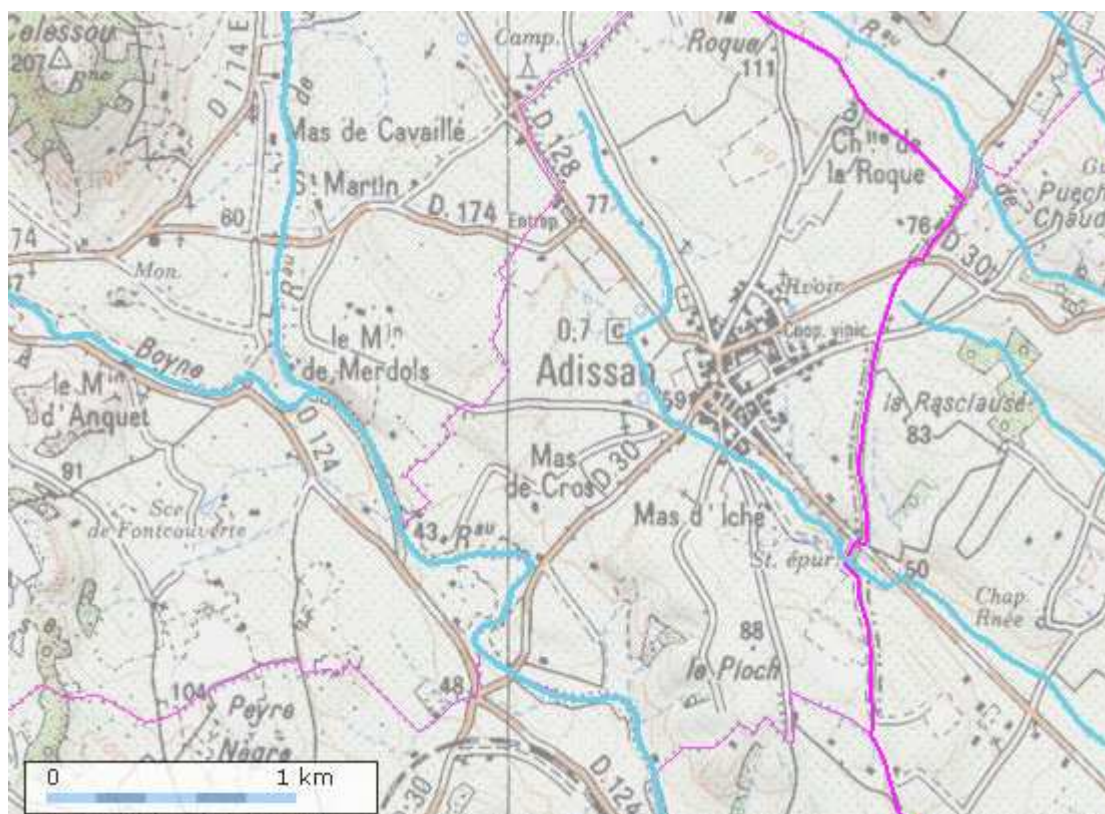
2.3.1. Réseau hydrographique

La commune s'inscrit dans le bassin hydrologique Rhône-Méditerranée-Corse. Le principal cours d'eau qui traverse le territoire communal est la Boyne.

La Boyne est un ruisseau du biterrois de 22km, qui rejoint l'Hérault à Lézignan-la-Cèbe après avoir traversée entre autres Carbière, Adissan et Nizas. La figure suivante illustre le réseau hydrographique sur la commune :



Figure 2-4 : Réseau hydrographique parcourant la commune d'Adissan.



2.3.2. Zones naturelles

Le milieu naturel terrestre est à prendre en considération dans le choix des techniques et des ouvrages d'assainissement les mieux adaptés à sa préservation. Ci après sont listés les zones naturelles protégées (données issues du site de la DREAL Languedoc-Roussillon) concernant la commune :

Tableau 2-1 : Zones naturelles protégées sur le territoire communal.

Inventaires Scientifiques

Libelle	Code/Fiche	Superficie	Documents	Communes
ZNIEFF de type II				
Massif de Mourèze et la plaine agricole et garrigues de Péret	3414-0000	-	Fiche	ADISSAN
(1 Zone)		-		

Gestion concertée de la ressource en eau

Libelle	Etat d'Avancement	Structure porteuse	Communes
Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux, Contrat de rivière, de baie, de nappe			
Hérault	Instruction	Conseil Général de l'Hérault	ADISSAN
(1 Zone)			

Engagements européens et internationaux

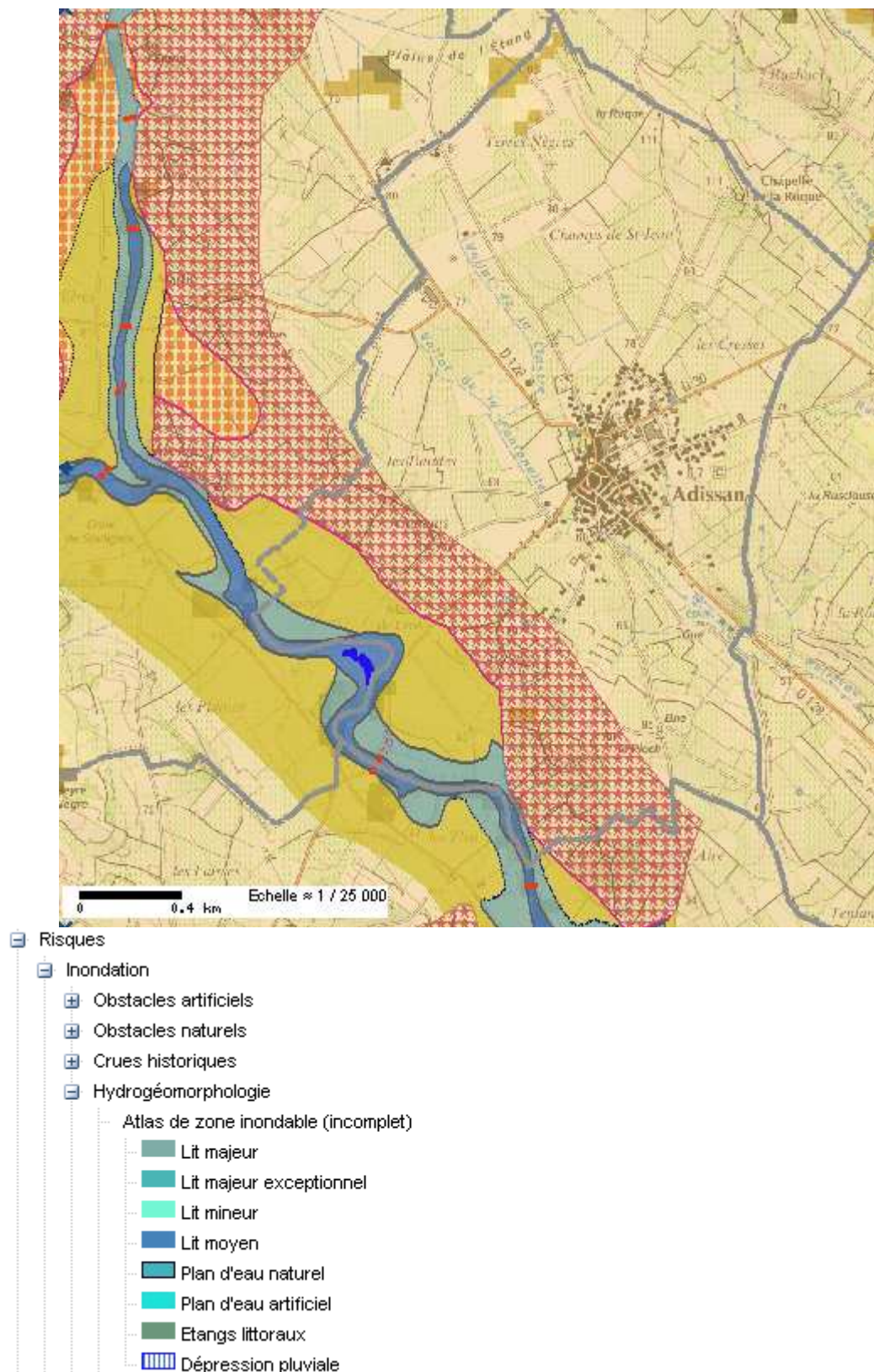
Libelle	Code/Fiche	Superficie	Documents	Communes
Natura 2000 Zone de protection spéciale (ZPS)				
Salagou	FR9112002	12793.58 ha	Carte / Arrêté	ADISSAN
(1 Zone)		12793.58 ha		



2.3.3. Risques naturels

Les risques inondation, feu de forêt et sismique (zone 2) ont été identifiés sur la commune d'Adissan. La figure suivante illustre les différentes zones à risque identifiées sur le territoire de la commune :

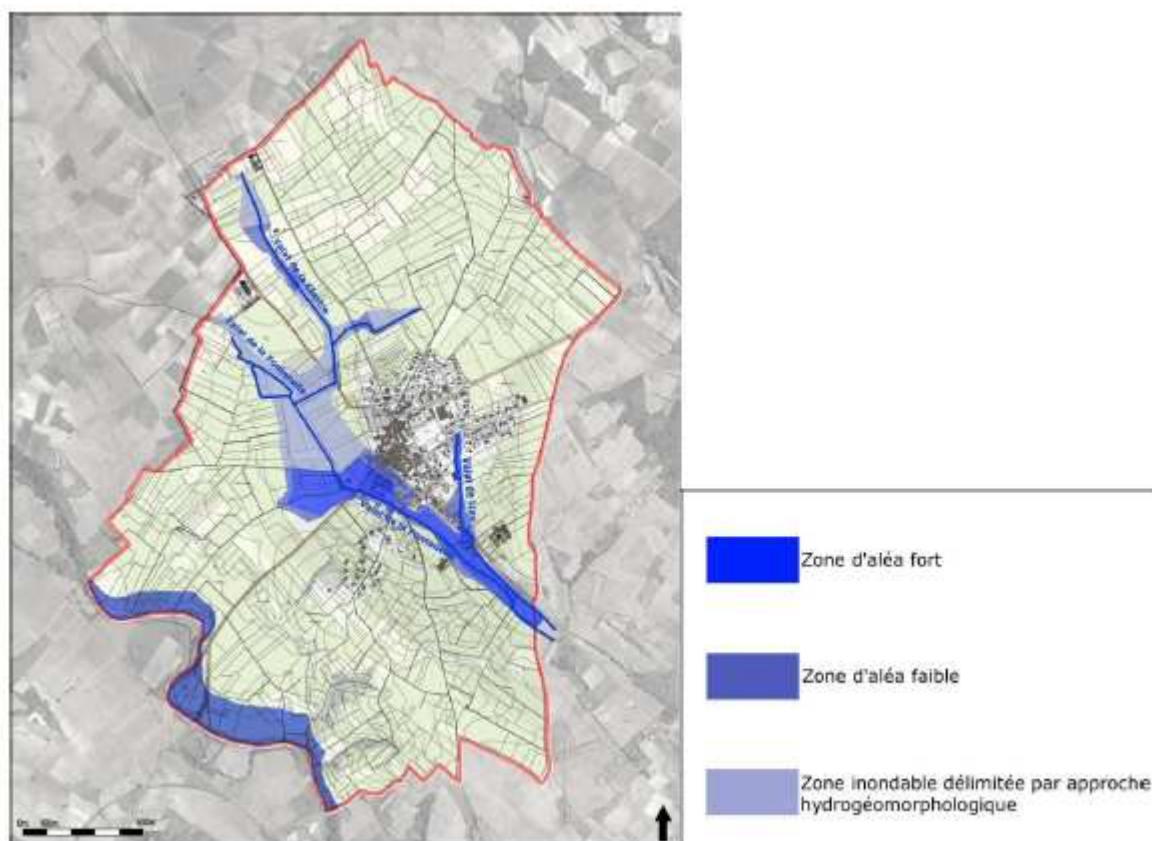
Figure 2-5 : Cartographie des risques sur la commune d'Adissan





La commune est également située en zone inondable comme illustré sur la figure suivante :

Figure 2-6 : Cartographie des risques d'inondation sur la commune



Une partie du centre-bourg est notamment située en zone d'aléa fort. Cette contrainte conditionne le développement urbain de la commune. Il convient toutefois de noter que les zones ouvertes à l'urbanisation ne sont pas concernées par ces aléas.



2.3.4. Usages de l'eau

ALIMENTATION EN EAU POTABLE.

La commune d'Adissan est alimentée en eau potable via le réservoir d'Adissan qui lui-même est alimenté par les réservoirs principaux de Roque Maurels. La distribution en eau est gérée par le Syndicat Intercommunal des Eaux de la Vallée de l'Hérault (SIEVH) dont fait partie la commune.

IRRIGATION

Aucun ouvrage de prélèvement destiné à l'irrigation n'est présent sur le site de la commune d'Adissan.

BAIGNADE

La commune ne possède pas de zone ouverte à la baignade.



2.4. Système d'assainissement existant

2.4.1. Assainissement collectif des eaux usées

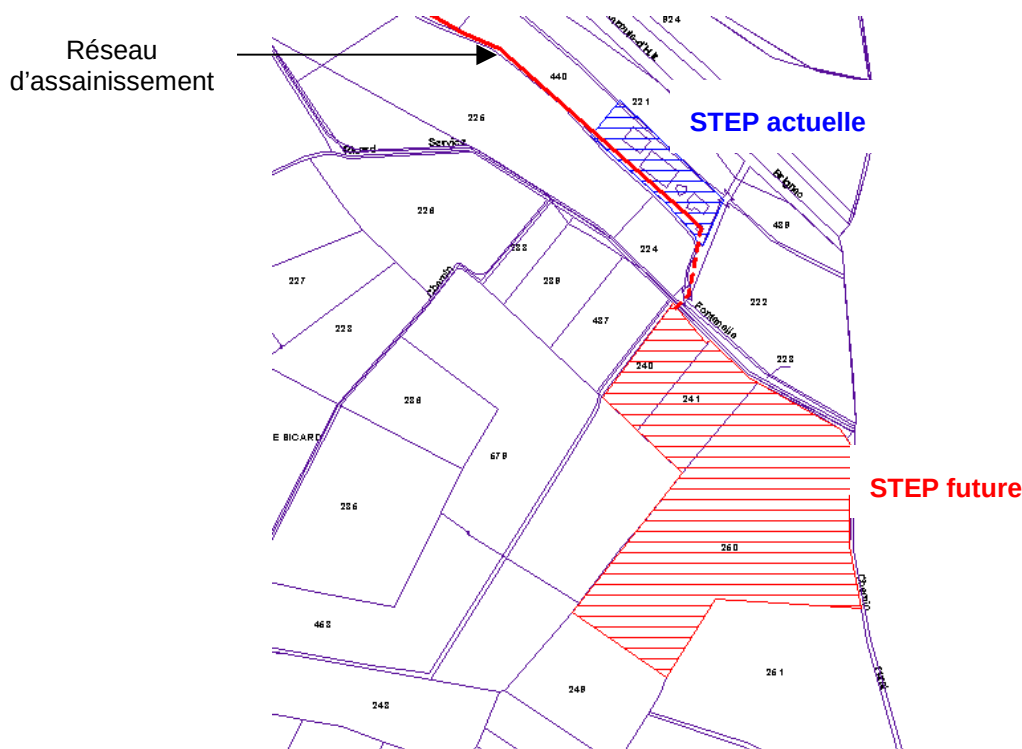
Le réseau communal de collecte des eaux usées est de type séparatif.

LA STATION D'EPURATION

La station d'épuration est de type boues activées à aération prolongée avec un pré-traitement physique. Sa capacité nominale est de 1 000 EH et les boues subissent une déshydratation naturelle avant un transfert vers un centre de traitement.

Actuellement, la station est utilisée quasiment à sa capacité nominale et une nouvelle station sera mise en place et en fonctionnement avant la fin 2012. Cette nouvelle station aura une capacité de 1500 EH et sera de type filtre planté de roseaux. Elle sera implantée sur un site proche de celui de la station actuelle (voir la figure suivante). Une partie des infrastructures actuelles sera conservée dans le cadre de la mise en place d'un poste de refoulement qui permettra le transfert des eaux usées vers la nouvelle STEP. La figure suivante illustre la localisation des STEP :

Figure 2-7 : Carte de localisation des STEP



2.4.2. Assainissement autonome

On désigne par assainissement non collectif tout système effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration et l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des logements non raccordés au réseau public de collecte.

Un assainissement bien réalisé permet à l'habitat isolé ou dispersé de disposer d'une solution efficace pour le traitement des eaux usées, le confort de l'utilisateur et la protection du milieu naturel.

Les habitations non-raccordées au système de collecte de l'assainissement collectif doivent posséder un système d'assainissement autonome.



3. NOTICE JUSTIFIANT LE ZONAGE



3.1. Assainissement autonome

3.1.1. Textes de référence

La définition de l'aptitude des sols et des filières, présentée ci dessous, découle des textes suivants :

- Arrêté du 7 septembre 2009, relatif aux prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif
- Norme expérimentale XP P 16-603 AFNOR (basée sur le DTU 64.1, mars 2007)
- Circulaire n°99-49 du 22 mai 1997, relative à l'assainissement non collectif

3.1.2. Tableau de synthèse multicritères

Contrainte de PENTE	Contrainte PEDOLOGIQUE		APTITUDE DU SOL	FILIERES PRECONISEES
	Epaisseur	Perméabilité		
-	-	< 10 mm/h	Très défavorable	Lit filtrant vertical drainé (ou microstation agréée) et système d'irrigation souterraine ou rejet vers un milieu hydraulique superficiel permanent.
<2%	>0.8m	10 à 15 mm/h	Défavorable	Lit filtrant vertical drainé (ou microstation agréée) et système d'infiltration
		15 à 500 mm/h	Favorable	Tranchées d'infiltration
		> 500 mm/h	Peu Favorable	Lit filtrant vertical non drainé
	<0.8m	10 à 15 mm/h	Défavorable	
		15 à 500 mm/h	Peu Favorable	
		> 500 mm/h	Peu Favorable	
	Hydromorphie	15 à 500 mm/h	Très défavorable	Tertre d'infiltration non drainé
2 à 10%	>0.8m	10 à 15 mm/h	Défavorable	Lit filtrant vertical drainé (ou microstation agréée) et système d'infiltration
		15 à 500 mm/h	Peu Favorable	Tranchées d'infiltration
		> 500 mm/h	Peu Favorable	Lit filtrant vertical non drainé (terrassement)
	<0.8m	10 à 15 mm/h	Défavorable	
		15 à 500 mm/h	Peu Favorable	
		> 500 mm/h	Peu Favorable	
	Hydromorphie	15 à 500 mm/h	Très défavorable	Tertre d'infiltration non drainé
> 10%	-	-	Impossible sous réserve	Etude de définition de filière nécessaire pour déterminer les possibilités de mise en place d'une filière (profil en long) et les terrassements à prévoir

3.1.3. Aptitude des sols à l'assainissement autonome

Suite aux investigations de terrain réalisées par le cabinet Coumelongue 2004 dans le cadre du Schéma Directeur d'Assainissement, les dispositifs d'assainissement autonome préconisés sont des tranchées filtrantes.

3.2. Enjeux environnementaux

Les aspects relatifs aux enjeux environnementaux sur la commune d'Adissan ont été évoqués précédemment au paragraphe 2.4.



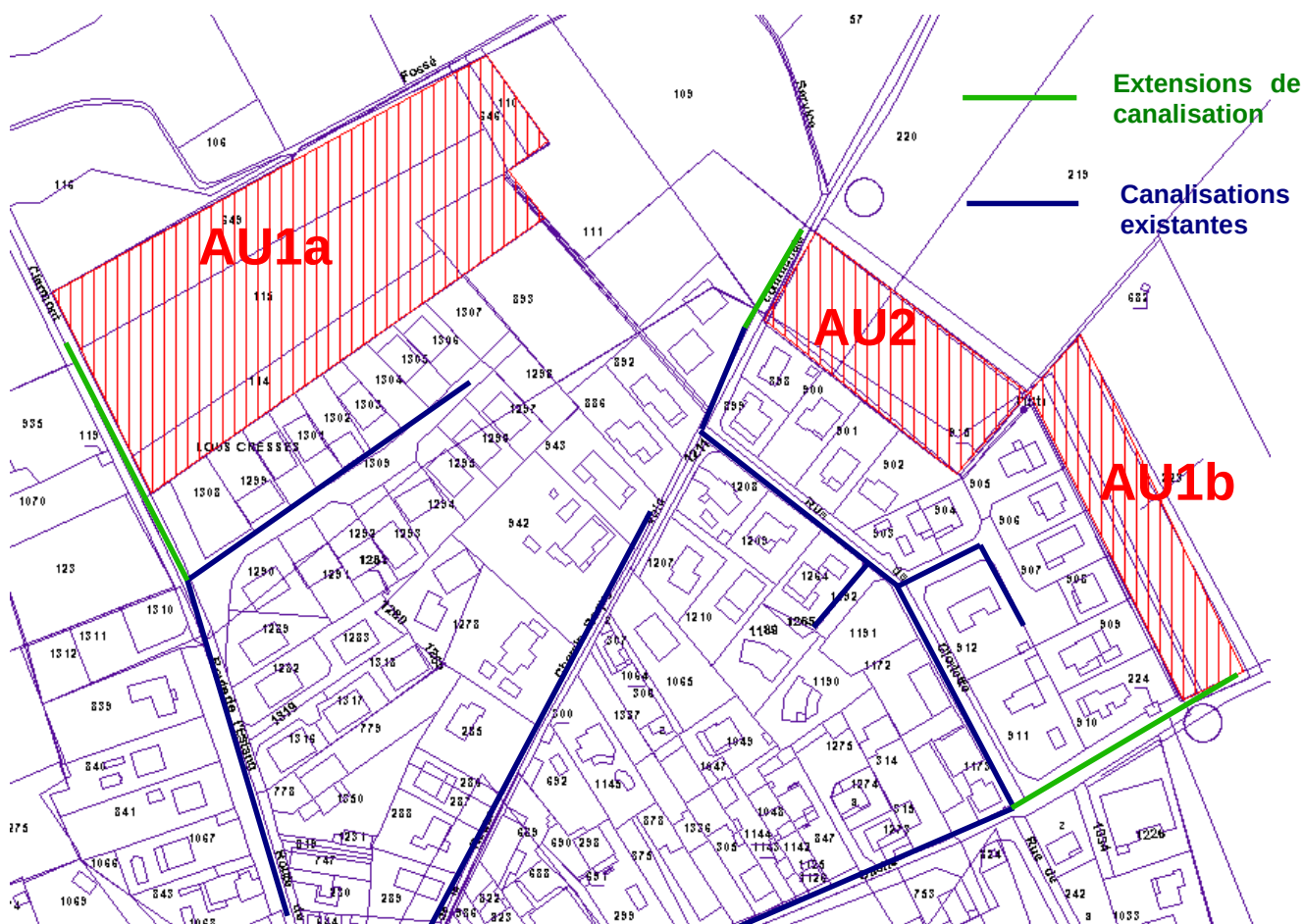
4. CHOIX DES ELUS



4.1. Extension de la collecte des Eaux Usées

L'extension de la collecte des eaux usées sera réalisée aux différentes zones prévues pour le développement résidentiel (Zones AU1a, AU1b et 2AU issues du Plan Local d'Urbanisme). Une partie de ces zones sont localisées sur la figure suivante :

Figure 4-1 : Localisation des zones à raccorder



La topographie sur ces trois zones permet un raccordement simple par extension des canalisations existantes, aucun système de relèvement n'est à prévoir.

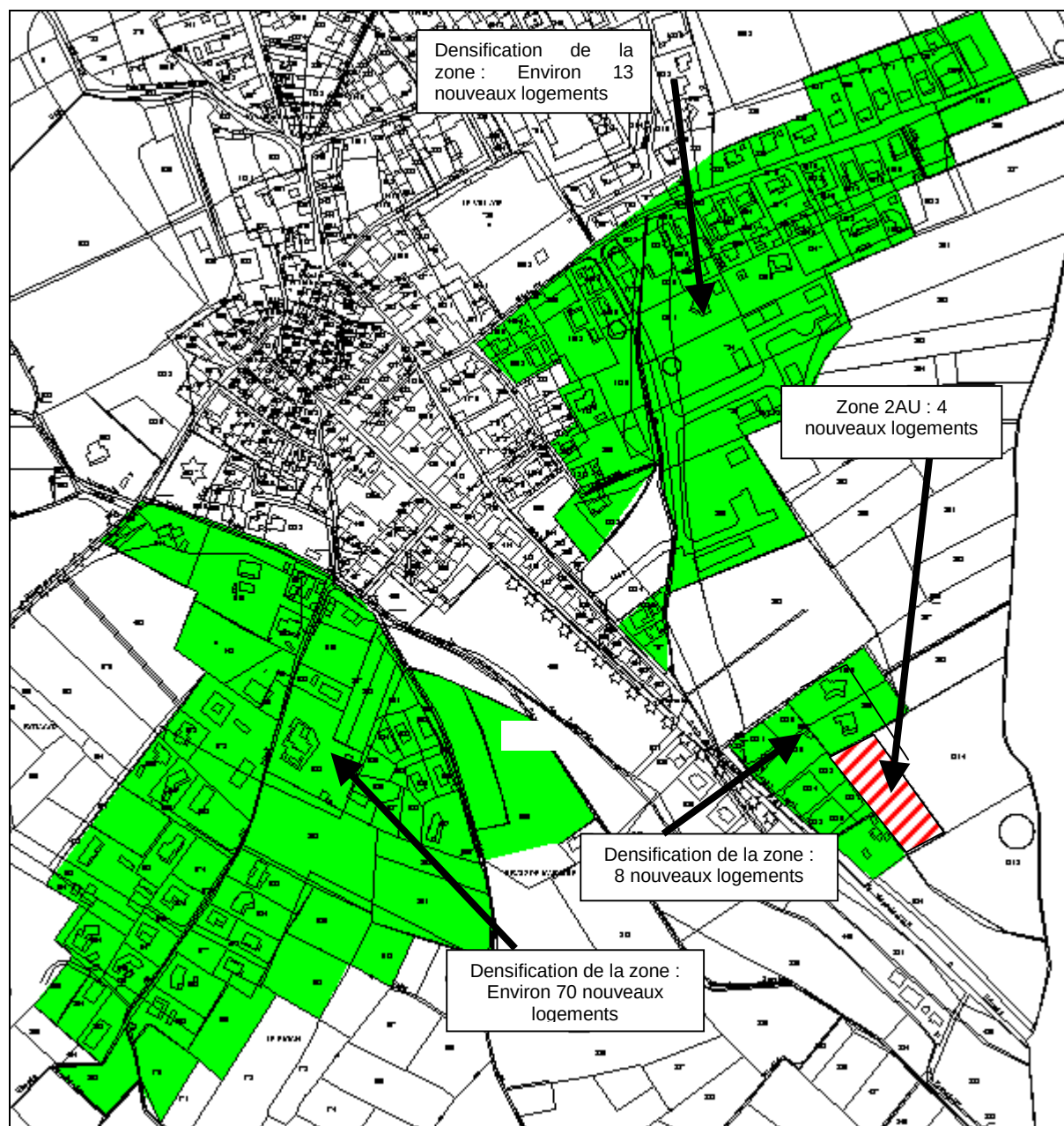
Le développement urbain sur chacune de ces zones est le suivant :

- Zone AU1a : 12 logements sociaux et 8 maisons individuelles soit pour le réseau d'assainissement collectif un volume d'effluents supplémentaire correspondant à 46 EH,
- Zone AU1b : environ 6 logements individuels soit pour le réseau d'assainissement collectif un volume d'effluents supplémentaire correspondant à 14 EH,
- Zone AU2 : environ 5 logements individuels soit pour le réseau d'assainissement collectif un volume d'effluents supplémentaire correspondant à 11 EH,

Le plan local d'urbanisme prévoit aussi la densification de trois zones ainsi que le développement d'un secteur 2AU pour lequel 4 logements sont prévus. Actuellement ces zones bénéficient de l'assainissement collectif et les futurs logements sur ces zones devront donc s'y raccorder :



Figure 4-2 : Localisation des zones à densifier issue du Plan Local d'Urbanisme



Le développement de l'urbanisation sur la commune est donc susceptible d'entraîner une hausse des effluents transférés à la station d'épuration de l'ordre de 300 EH.

4.2. Secteurs maintenus en assainissement non collectif

Par défaut, tous les secteurs qui ne figurent pas dans la carte de zonage d'assainissement doivent disposer d'une filière d'assainissement non collectif.



5. CARTE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT



La carte de zonage définit sur la commune, les secteurs suivants :

- **Assainissement collectif** : zone déjà raccordée à un assainissement collectif (ou à venir : zone AU1a, AU1b et 2AU du plan local d'urbanisme).
- **En assainissement autonome** : par défaut le reste des zones constructibles du territoire communal.

Le classement en assainissement collectif d'un secteur actuellement en assainissement autonome n'engage pas la collectivité en terme de délais de réalisation des travaux de raccordement.

Le classement d'un secteur en assainissement autonome, n'empêche pas le raccordement d'un logement sur le réseau d'assainissement collectif. Cependant ces travaux seront à la charge du particulier et soumis à l'accord préalable de la commune (maître d'ouvrage).

Cf. carte de zonage en annexe



6. RAPPELS REGLEMENTAIRES



L'assainissement des eaux usées domestiques constitue une obligation pour les collectivités et les particuliers. Deux techniques juridiquement différentes sont possibles :

- **L'assainissement collectif**, qui repose sur une collecte et un traitement des effluents dans le domaine public, qui relève de la collectivité.
- **L'assainissement non collectif**, localisé en domaine privé, qui relève du particulier.

6.1. Assainissement collectif

6.1.1. Droits et devoirs des particuliers

L'OBLIGATION DE RACCORDEMENT

L'article L.1331-1 du Code de la Santé Publique rend le raccordement au réseau d'assainissement d'eaux usées obligatoire dans un **délai de deux ans** après leur mise en service.

L'ARRETE DE PROROGATION DE DELAI DE RACCORDEMENT

Article L.1331-1 du code de la Santé Publique : « les immeubles de moins de 10 ans sont pourvus d'un assainissement autonome réglementairement autorisé par le permis de construire, ils peuvent faire l'objet d'une prorogation de délai de raccordement par arrêté municipal. La prorogation ne peut excéder 10 ans. »

6.1.2. Droits et devoirs de la collectivité

LE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

L'article L2224-8 du Code Général des Collectivités territoriales et Article 16 du décret du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées urbaines définit que « ...les communes prennent en charge les dépenses relatives à l'assainissement collectif dans sa totalité... » au travers d'un service public d'assainissement collectif.

Le Budget de ce service doit être équilibré en terme de recettes et de dépenses (remboursement des investissements et coût de fonctionnement) sans versement du budget général (sauf pour les collectivités de moins de 3 000 habitants).

Les recettes de ce budget sont assurées par l'institution d'une redevance d'assainissement due par l'usager du service, par l'instauration d'une taxe de raccordement et éventuellement complétées de subventions (Agence de l'Eau, Conseil Général...)

L'EXECUTION D'OFFICE DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT

Dans le cas d'un refus du propriétaire de se raccorder au réseau public dans les conditions prévues par la réglementation, la commune peut exécuter d'office (après mise en demeure) les travaux et se faire rembourser ultérieurement par le propriétaire (art. L.1331-6 du code de la Santé Publique).

LA RESPONSABILITE DU MAIRE EN MATIERE DE RACCORDEMENT

Si le maire tarde trop à contraindre le propriétaire à se raccorder, son inertie constitue une faute engageant la commune. (Cour d'Appel Administrative de Bordeaux du 16 avril 1992 n°90-BX-00586, Mme Brunet et la réponse ministérielle n°7382 paru au journal officiel de l'Assemblée Nationale Q du 23 février 1998).

L'ARRETE D'EXONERATION DE BRANCHEMENT

L'exonération des immeubles raccordables doit se faire par arrêté municipal. Dans ce cas, les immeubles concernés doivent être équipés d'une installation d'assainissement autonome conforme.



6.2. Assainissement autonome

6.2.1. Droits et devoirs des particuliers

INSTALLATIONS EXISTANTES

Article L1331-1 du Code de la Santé Publique : « les immeubles non raccordés doivent être dotés d'un assainissement autonome dont les installations seront maintenues en bon état de fonctionnement... »

Article 26 du décret du 3 juin 1994 : « les systèmes d'assainissement non collectif doivent permettre la préservation de la qualité des eaux superficielles ou souterraines... »

NOUVELLES INSTALLATIONS

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992, précise : « le permis de construire ne peut être accordé que si les constructions projetées sont conformes aux dispositions législatives et réglementaires concernant [...] leur assainissement [...] ».

La construction d'un dispositif d'assainissement autonome doit être autorisée et contrôlée par la commune. Un certificat de conformité sera délivré au pétitionnaire par la commune suite au contrôle de la réalisation des travaux.

6.2.2. Droits et devoirs de la collectivité

LE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992, impose aux communes « d'assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif... » au travers d'un service public d'assainissement non collectif (SPANC), qui devra être opérationnel au plus tard au **31 décembre 2005** de contrôle des systèmes d'assainissement collectif, dont les modalités sont fixées par l'arrêté du 09 septembre 2009, à savoir : la « vérification technique de la conception » lors de la demande de permis de construire ou certificat d'urbanisme et « la vérification périodique de bon fonctionnement » des installations existantes. Elles peuvent facultativement proposer l'entretien de ces installations et par extension leur mise en conformité.

Le contrôle sera assuré par les agents du service public d'assainissement non collectif, dont le budget devra être équilibré en recettes et dépenses, par l'instauration d'une redevance équivalente aux prestations réalisées (obligatoires et optionnelles).

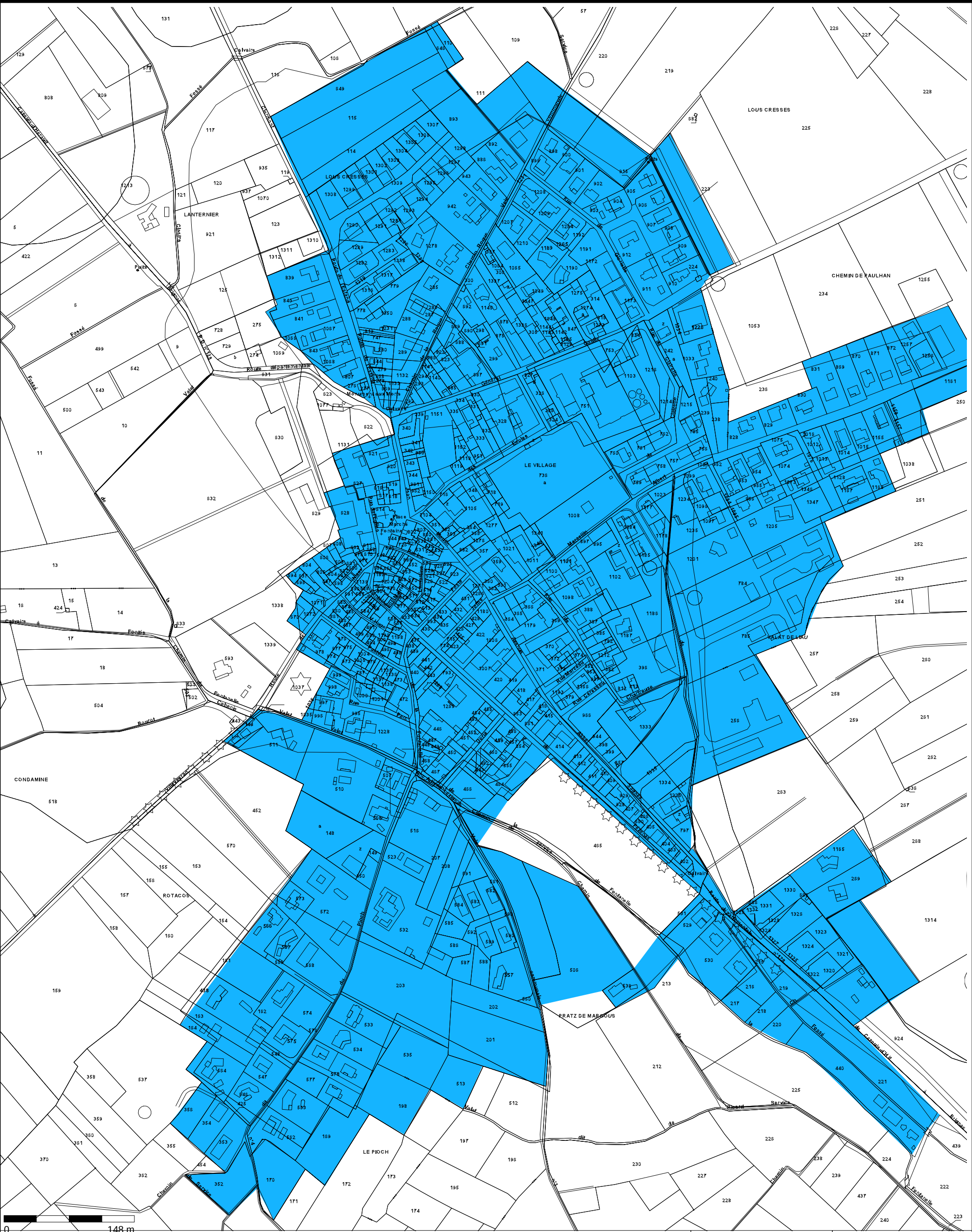
ACCES AUX PROPRIETES

L'article L 35-10 du Code de la Santé Publique stipule : « Les agents du service d'assainissement ont l'accès aux propriétés privées pour [...] assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif et leur entretien si la commune a décidé sa prise en charge par le service ». Ce droit d'accès ne doit pas aller à l'encontre des droits et libertés individuelles.

La visite de contrôle est précédée d'un avis préalable de visite notifié aux intéressés dans un délai raisonnable. Les observations réalisées au cours de la visite sont consignées dans un rapport de visite dont une copie doit être adressée aux propriétaires des ouvrages et le cas échéant, à l'occupant des lieux.



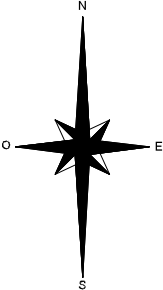
ANNEXE 1 : CARTE DE ZONAGE



LEGENDE

 Zone desservie par l'assainissement collectif

Commune d'Adissan
Carte de zonage d'assainissement



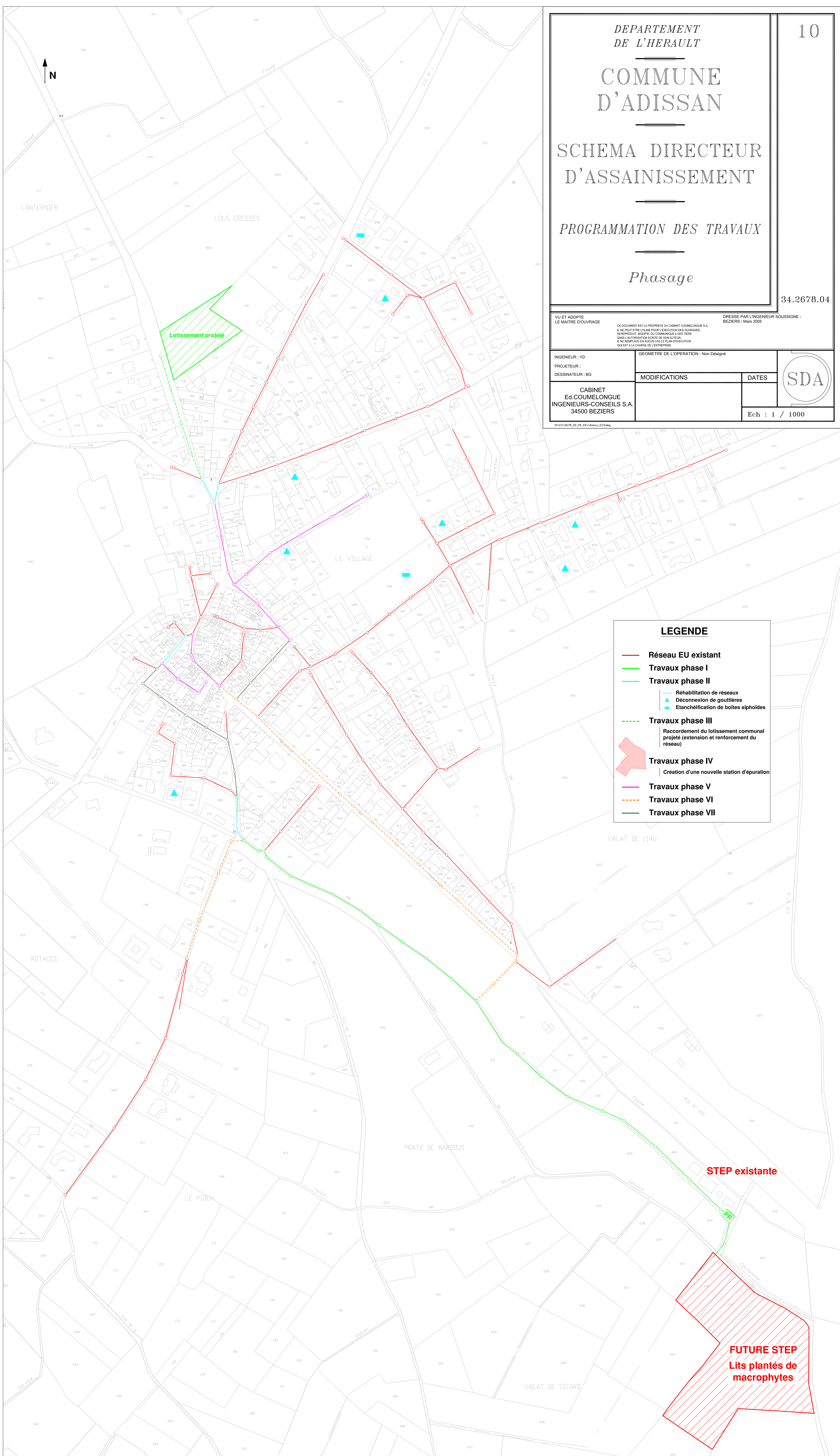
APSE 11199

Imprimé le 12/07/2011

Echelle : 1/3700

Réalisé par : ORMD







Coumelongue

Membre du Groupe SNC-LAVALIN

01

AVP

Département de l'HERAULT

MAIRIE D'ADISSAN

ASSAINISSEMENT EAUX USEES

**CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE
STATION D'EPURATION**

AVANT PROJET

**COMPLEMENT
MÉMOIRE EXPLICATIF**

113 206

Siège social
Centre d'Affaires la Domitienne
43 bis, avenue de la Voie Domitienne
34 500 BEZIERS
Tél : +33 (0)4 67 30 36 37
Fax : +33 (0)4 37 31 50 15
Courriel : coumelongue.beziers@sncclavalin.com

Indice	Modifications	Date	Etabli	Vérifié	Approuvé
A	ETABLISSEMENT DU DOCUMENT	-/06/06	PT	PT	MO
B	ACTUALISATION DU DOCUMENT	08/09/11	RVK	PT	MO
C	COMPLEMENT POUR AE	15/11/11	RVK	WM	MO

SOMMAIRE

I. RAPPEL DU CONTEXTE.....	2
II. AMELIORATION DU TRAITEMENT ACTUEL.....	4
III. MAITRISE DE L'IMPACT SUR LE MILIEU RECEPTEUR.....	6
III.1. CARACTERISTIQUE DU MILIEU RECEPTEUR.....	6
III.2. IMPACT SUR LE MILIEU RECEPTEUR.....	8
III.3. NIVEAU DE REJET.....	10
IV. FIABILISATION DU TRAITEMENT FUTUR.....	12
IV.1. EVOLUTION DE LA POPULATION.....	12
IV.2. CAPACITE DE TRAITEMENT DE LA FUTURE STATION.....	12
V. FIABILISATION DU TRAITEMENT VIS-A-VIS DES RISQUES NATURELS.....	14
VI. CONCLUSION.....	16

I. RAPPEL DU CONTEXTE

La commune d'Adissan a effectué un schéma directeur d'assainissement en 2005 (Bureau d'études COUMELONGUE) en vue de la délimitation du zonage d'assainissement (collectif et non collectif) et de hiérarchiser les travaux d'amélioration d'assainissement.

Les effluents sont collectés par un réseau séparatif de 4 400 m de long. Le réseau est dans un état assez médiocre pour ce qui est des parties les plus anciennes en amiante ciment.

En plus des eaux domestiques (de l'ordre de 142 m³/j), ce réseau collecte des eaux parasites permanentes et pseudo permanentes (ressuyage des sols après averse, eaux de nappe) dont le débit est estimé à 135 m³/j.

La visite de nuit effectuée suite à des événements pluvieux a mis en évidence des collecteurs sensibles aux intrusions d'eaux parasites (de l'ordre de 800 m).

Un passage caméra a permis de visualiser un certain nombre de désordres pouvant être à l'origine des intrusions suspectées lors de la visite de nuit.

Le programme de travaux proposé dans le schéma directeur permettra de supprimer 94 m³/j (sur les 135 m³/j) soit 70 % des eaux parasites.

Une part importante d'eaux claires parasites de temps sec avaient été identifiée (environ 50 % du débit en entrée station) essentiellement due au passage des conduites de collecte dans le ruisseau de la Fontanelle

Les débits mesurés sous averse ont permis de calculer une surface active imperméable raccordée de l'ordre de 5700 m². Les tests à la fumée ont abouti à la localisation d'une surface active de l'ordre de 800 m² (soit 14 %) :

- 5 gouttières raccordées au réseau d'eaux usées ;
- eaux de lavage d'un chenil ;
- 2 boîtes siphonides non étanches.

Les défauts des regards du collecteur principal situé dans le réseau de la Fontanelle (regard sans tampon, tampon non verrouillé, base de virole non étanche) contribuent largement aux intrusions d'eaux claires parasites sous averse (2900m²).

Le tableau suivant récapitule les différentes opérations réalisées et planifiées avec les charges hydrauliques correspondantes éliminées.

Nature des travaux	Eaux parasites éliminées	% de VECP éliminées	ECHEANCIER DES TRAVAUX
Réhabilitation du Collecteur Principal situé dans le ruisseau de la Fontanelle	67 m ³ /jour temps sec Et 29 m ³ /jour temps pluie	50 % des VECP temps sec nappe haute 50 % VECM temps de pluie	FAIT
rue de la Fontanelle	10 m ³ /jour	20 % des VECP temps sec nappe haute	Dernier trimestre 2013
Avenue Jean Moulin	9 m ³ /jour		Dernier trimestre 2013
Route de Nizas	8 m ³ /jour		Dernier trimestre 2013
Déconnexion des 5 gouttières - étanchéification des 2 boîtes siphonides	8 m ³ /jour Temps pluie	14 % des VECM temps de pluie	FAIT

Tableau 1 : Planification des travaux sur réseaux

Suite à la réalisation du Schéma Directeur d'Assainissement, la commune a projeté la réalisation d'une nouvelle station d'épuration.

Compte tenu du planning de réalisation de la nouvelle station d'épuration, la Commune a décidé de réaliser des travaux d'amélioration de la station d'épuration existante afin de pouvoir accueillir en phase transitoire la pollution engendrée par l'augmentation de population.

Mais ces travaux n'étaient qu'une phase transitoire et il devient désormais indispensable de réaliser une nouvelle station d'épuration pour traiter correctement les effluents générés par la commune d'Adissan dont la population ne cesse de croître et **ainsi préserver le milieu récepteur.**

La justification du gain environnemental apporté par le projet se décline selon 4 axes :

- Une amélioration du traitement actuel
- Une maîtrise parfaite de l'impact sur le milieu récepteur
- Une fiabilisation du traitement futur
- Une fiabilisation du traitement vis-à-vis des risques naturels

II. AMELIORATION DU TRAITEMENT ACTUEL

La station d'épuration a été réalisée dans les années 1968/1969.

Le volume du bassin d'aération de 150 m³ permet de fonctionner en aération prolongée jusqu'à 750 EH (Cv= 0.3 kg DBO5/m³/j , Cm = 0.1 kg DBO5/kgMVS.j)

Au-delà il faut :

- Augmenter significativement les temps d'aération
- Fonctionner avec un âge de boues limité
- Augmenter la concentration en MVS dans le bassin d'aération.

Le clarificateur est le point limitant de la filière en raison des dimensions restreintes de l'ouvrage.

Il est donc important pour respecter le niveau de rejet de :

- Limiter au strict nécessaire le débit entrant, en essayant de ne pas dépasser une vitesse de 0.6 à 0.7 m/h dans l'ouvrage soit 14 à 17 m³/h
- De maîtriser le taux de boues dans le bassin avec une concentration en MVS dans le bassin d'aération de l'ordre de 3 g/L, ce qui oblige une fiabilisation de la filière de traitement des boues
- Une gestion des phases d'aération pour éviter toutes perturbations liées notamment à la dénitrification dans le clarificateur.

Les principales conclusions de l'analyse complète du fonctionnement de la station par le SATESE sont les suivantes :

- la station d'épuration peut traiter au maximum une charge de 54 kg de DBO5 par jour et 150 m³/j et 18,8 m³/h en pointe,
- La station assure en condition favorable un assez bon traitement des matières oxydables et des matières en suspension mais un mauvais traitement de l'azote.

Selon les données récoltées la station actuelle est en surcharge hydraulique et organique.

Les risques de départ de boues sont réels et le traitement biologique est limité par l'apport en oxygène.

Malgré les travaux de réhabilitation effectués en 2009 pour tenter de parfaire le traitement actuel, le fonctionnement et l'état des ouvrages actuels ne permettent pas de garantir un traitement efficace et pérenne.

Aussi, il a pu être constaté des by pass de la station pour des pluies inférieures à une pluie mensuelle ainsi que des concentrations en MES et DCO dans le rejet supérieures aux normes en vigueur.

La réalisation de la nouvelle station d'épuration permettra de pallier ces difficultés en fiabilisant le traitement actuel d'un point de vue organique et hydraulique.





RAPPORT D'ANALYSE

N° de dossier	50114	N° de dossier	50114
Client	Préstation BU d'Adissan	Client	Préstation BU d'Adissan
Adresse	100 rue de la République	Adresse	100 rue de la République
Code postal	34130	Code postal	34130
Ville	Montpellier	Ville	Montpellier
Date de réception	15/05/2017	Date de réception	15/05/2017
Heure de réception	14h00	Heure de réception	14h00
Date de prélèvement	15/05/2017	Date de prélèvement	15/05/2017
Lieu de prélèvement	Adissan	Lieu de prélèvement	Adissan
Prélevé par	Adissan	Prélevé par	Adissan
Client de prélèvement	Adissan	Client de prélèvement	Adissan
Matériau de prélèvement	Adissan	Matériau de prélèvement	Adissan
Volume de prélèvement	100 ml	Volume de prélèvement	100 ml
Température de stockage	4°C	Température de stockage	4°C
pH	7.5	pH	7.5
Volume de stockage	100 ml	Volume de stockage	100 ml

ANALYSE	RÉSULTAT	UNITÉ	UNITÉ DE QUALITÉ	REMARQUES	DATE DEBUT
PARAMÈTRES AZOTES ET PHOSPHORES					
NITRATES (mg/L)	10.5	mg/L	10.5		15/05/2017
NITRITES (mg/L)	0.0	mg/L	0.0		15/05/2017
AMMONIUM (mg/L)	0.0	mg/L	0.0		15/05/2017
AMMONIUM (mg/L)	0.0	mg/L	0.0		15/05/2017
AMMONIUM (mg/L)	0.0	mg/L	0.0		15/05/2017
AMMONIUM (mg/L)	0.0	mg/L	0.0		15/05/2017
AMMONIUM (mg/L)	0.0	mg/L	0.0		15/05/2017
OXIGÈNE ET MATIÈRES ORGANIQUES					
OXIGÈNE (mg/L)	10.5	mg/L	10.5		15/05/2017
OXIGÈNE (mg/L)	10.5	mg/L	10.5		15/05/2017
OXIGÈNE (mg/L)	10.5	mg/L	10.5		15/05/2017

Figure 1 : Bilan 24 H sortie step Adissan

III. MAITRISE DE L'IMPACT SUR LE MILIEU RECEPTEUR

III.1. CARACTERISTIQUE DU MILIEU RECEPTEUR

La masse d'eau concernée est l'HERAULT (FRDR161a) mais le rejet empreinte une succession de ruisseau (ruisseau de la Fontanelle, ruisseau de Vareille et le ruisseau d'Usclas. Ces ruisseaux ne sont pas répertoriés dans la banque de donnée hydraulique.

Ils serviront de rejet indirect et permettront un abatement complémentaire par dissipation de la pollution résiduelle par infiltration dans le sol.

La fiche d'état de l'HERAULT à Aspiran (en amont du rejet) est donnée ci après.

En 2010 l'HERAULT est classé en bon état ou très bon état sur tous les paramètres mesurés.

L'objectif de cette masse d'eau est un bon état écologique et physico chimique à l'horizon 2021.

Le débit minimum du cours d'eau est de 3.130 m³/s.

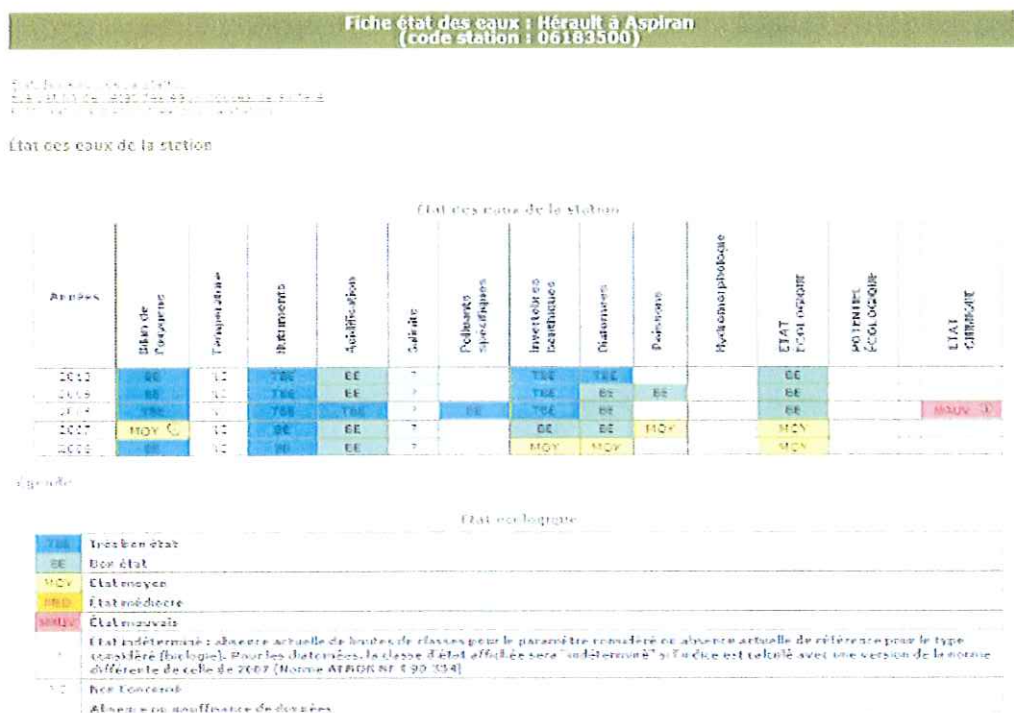


Figure 2 : Etat des eaux de l'HERAULT à ASPIRAN

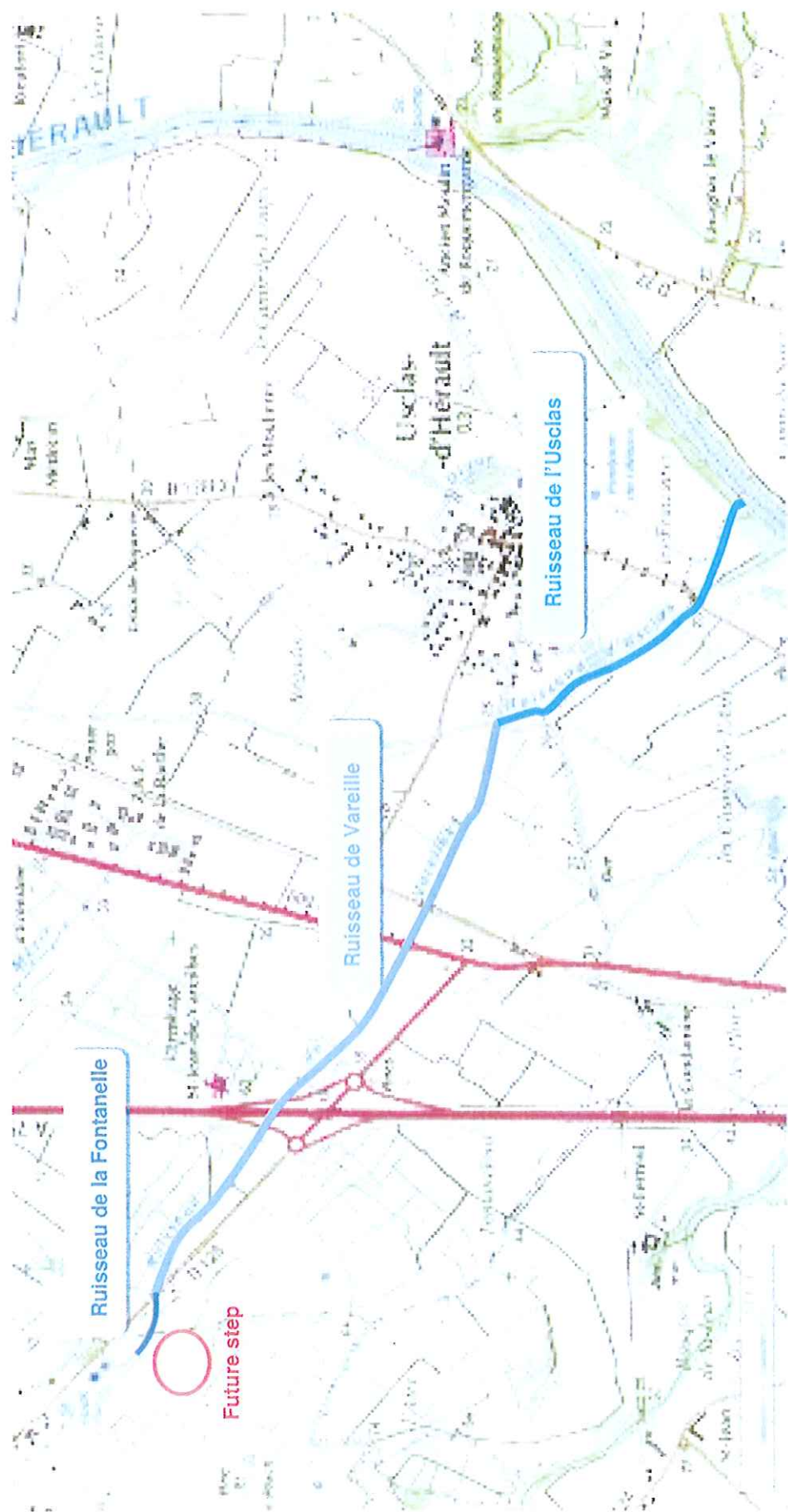


Figure 3 : Zone de rejet de la future step d'Adissan



III.2. IMPACT SUR LE MILIEU RECEPTEUR

Le débit d'étiage retenu au droit du rejet est 3,13 m³/s

A l'amont du point de rejet, la qualité du milieu est basée sur les données existantes (F_{AMONT}).

A l'aval du point de rejet, on s'autorise la saturation des objectifs de qualité. Ainsi, on calcule un flux de pollution maximum admis par le milieu sans en entraîner son déclassement (F_{AVAL}).

L'autoépuration permet ensuite d'améliorer la qualité jusqu'au prochain rejet.

Ainsi, le flux de pollution maximum admis en sortie de station correspond à la différence de concentration entre le flux aval et amont ($F_{STEP} = F_{AVAL} - F_{AMONT}$).

Bilan flux de pollution

$$F_{AVAL} = F_{AMONT} + F_{STEP}$$

$$C_{AVAL} \times Q_{AVAL} = C_{AMONT} \times Q_{AMONT} + C_{STEP} \times Q_{STEP}$$

$$C_{AVAL} \times (Q_{STEP} + Q_{AMONT}) = C_{AMONT} \times Q_{AMONT} + C_{STEP} \times Q_{STEP}$$

$$C_{AVAL} \times (Q_{STEP} + Q_{DILUTION}) = C_{AMONT} \times Q_{DILUTION} + C_{STEP} \times Q_{STEP}$$

$$C_{STEP} = \frac{C_{AVAL} \times (Q_{STEP} + Q_{DILUTION}) - C_{AMONT} \times Q_{DILUTION}}{Q_{STEP}}$$



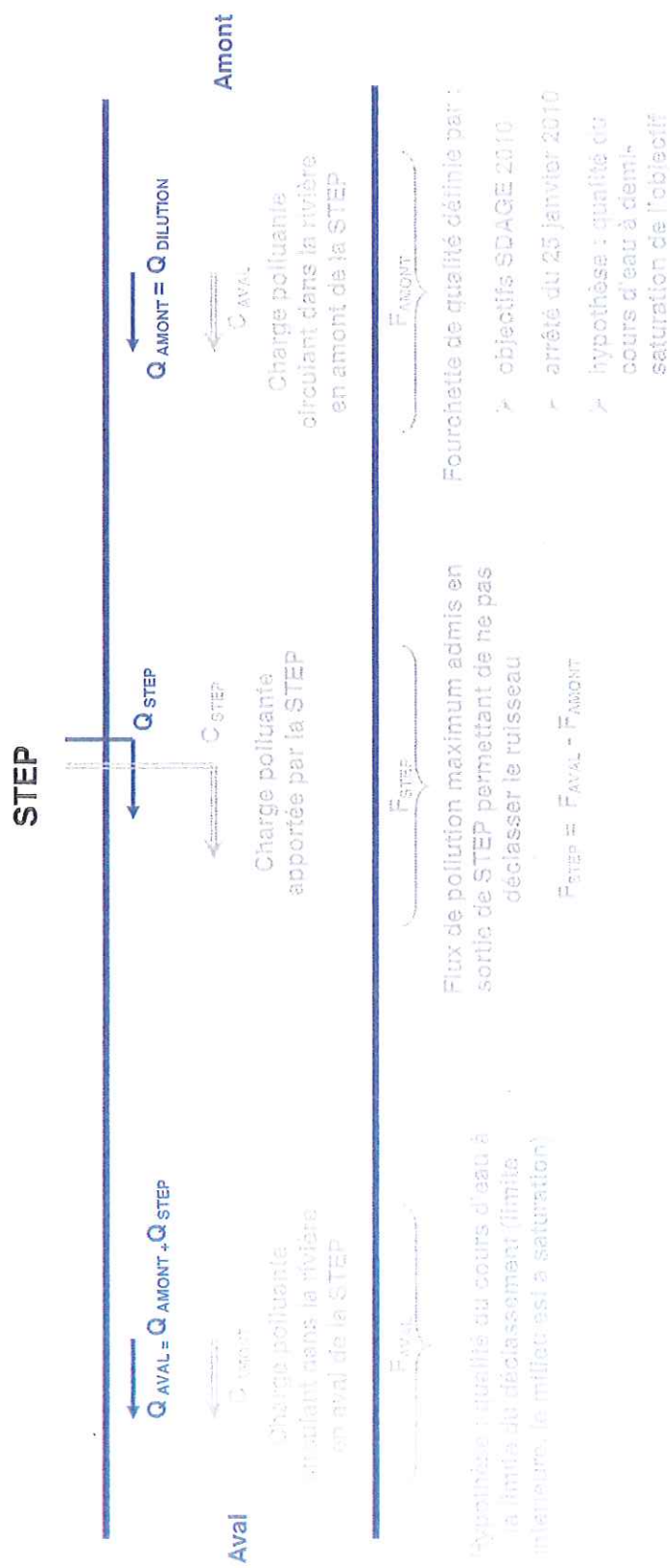


Figure 1 : schéma des flux de pollution

Afin de répondre aux objectifs du SDAGE et de ne pas déclasser le milieu récepteur, les charges en sortie de station doivent respecter les concentrations présentées ci-dessous.

	DBO ₅		P _{total}		NTK	
	C _{AMONT}	C _{AVAI}	C _{AMONT}	C _{AVAI}	C _{AMONT}	C _{AVAI}
	0,9	6	0,02	0,2	1	2
C _{STEP} mg/l	4 404		156		866	

Q _{DILUTION} = DOE			Q _{STEP}
m ³ /j	m ³ /s	l/s	m ³ /j
270 432	3.130	3130	313

Tableau 2 : bilan des flux de pollution

Afin de répondre aux objectifs du SDAGE et de ne pas déclasser le milieu récepteur, les charges en sortie de station doivent respecter les concentrations présentées ci-dessus. Les concentrations maximales admises en sortie de station sont élevées car le milieu récepteur a un fort pouvoir de dilution (l'HERAULT) comparé aux charges à traiter à la station de d'ADISSAN qui sont relativement faibles.

III.3. NIVEAU DE REJET

Les règles générales applicables aux rejets des ouvrages de traitement des eaux usées d'une capacité supérieure à 20 EH sont définies dans l'arrêté du 22 juin 2007 fixant la conformité des rejets. Les performances minimales des stations d'épuration des agglomérations devant traiter une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 120 kg/j de DBO₅ (2 000 EH) sont présentées ci-dessous :

Paramètres	Concentration à ne pas dépasser		Rendement minimum à atteindre
DBO ₅	35 mg/l	ou	60%
DCO	-		60%
MES	-		50%

Tableau 3 : Extrait de l'arrêté du 22 juin 2007, annexe I

Mais le niveau de rejet doit également tenir compte de l'objectif de qualité du milieu récepteur.

La masse d'eau impactée par le rejet de la future station est l'HERAULT et son bassin versant code FRDR161a

Le rejet se fait en réalité au niveau de la parcelle B-223 dans le ruisseau de la Fontanelle qui rejoint l'HERAULT environ 3 km en aval en passant par le ruisseau de Vareille et le ruisseau d'Usclas.

Le niveau de rejet retenu qui se veut conservatoire afin de préserver la qualité du milieu récepteur est donc :

Paramètres	Concentration à ne pas dépasser	Rendement minimum à atteindre
DBO5	25 mg/l ou	70 %
DCO	125 mg/L	75 %
MES	35 mg/L	90 %

Tableau 4 : Niveau de rejet proposé pour la step d'Adissan

Le niveau de rejet garanti par la construction de la nouvelle station d'épuration est :

- DBO5 < 25 mg/L
- DCO < 125 mg/L
- MES < 35 mg/L

Le niveau de rejet proposé va au-delà des exigences réglementaires et apporte donc un gain environnemental non négligeable

La filière retenue par Filtres Plantés de Roseaux permet en outre de traiter sur un seul et même ouvrage l'eau et les boues, ce qui évite toute perturbation de l'une ou l'autre filière et garantit ainsi la maîtrise du respect de niveau de rejet proposé.

IV. FIABILISATION DU TRAITEMENT FUTUR

IV.1. EVOLUTION DE LA POPULATION

En prenant comme hypothèse un taux d'évolution annuel de + 1.8 % (objectif communal désigné dans le PLU en cours de finalisation, on obtient à l'horizon 25 ans :

$$\text{Population 2026} = \text{population 2008} \times 1.648 = 1502$$

La population à l'horizon 25 ans serait alors de 1502 habitants.

Selon ces données, la capacité de la future station devra pouvoir absorber et traiter les effluents générés par **1500 EH**.

La réalisation de la nouvelle station d'épuration permettra de traiter de manière fiable la pollution générée par l'évolution de la population d'Adissan et ainsi garantir un impact maîtrisé sur le milieu récepteur.

IV.2. CAPACITE DE TRAITEMENT DE LA FUTURE STATION

Sur la base des ratios classiques de dimensionnement, les charges organiques attendues en entrée de station d'épuration sont les suivantes :

	1 500 EH
DBO ₅ (60 g/EH/j)	90.0 kg/j
DCO (120 g/EH/j)	180.0 kg/j
MES (90 g/EH/j)	125.0 kg/j
NTK (15 g/EH/j)	22.5 kg/j
PI (4 g/EH/j)	6.0 kg/j

Tableau 5 : Charges polluantes à traiter en entrée de la future station d'épuration de Rivières

Le débit d'eau à traiter par la station d'épuration tiens compte :

- du débit d'eaux usées strict estimé sur une base de 150 L/EH/jour
- des Eaux Claires Parasites (ECP) résiduelles estimées à 68 m³/j
- des Eaux Claires Météoriques (ECM) résiduelles estimées à partir d'une pluie de retour mensuelle générant une hauteur d'eau de 10 mm sur 4 heures, avec une surface active de 2000 m² (source SDA).

Capacité maximale permanente	1500	EH
Débit journalier	225.00	m ³ /j
Débit moyen horaire temps sec	9.37	m ³ /h
Débit d'ECP	2.84	m ³ /h
Débit de pointe horaire temps sec	30.95	m ³ /h
Débit d'ECM	5.00	m ³ /h
Débit de référence	35.95	m³/h

- *Au vu du bilan de population, du zonage d'assainissement et des futures possibilités d'urbanisation, la station d'épuration d'Adissan présentera un dimensionnement à 1500 EH pour un débit de référence de 35.95 m³/h.*
- *Le dimensionnement proposé permet de garantir un traitement efficace y compris pour une pluie mensuelle. Ainsi l'impact sur le milieu récepteur est maîtrisé y compris en période pluvieuse.*

V. FIABILISATION DU TRAITEMENT VIS-A-VIS DES RISQUES NATURELS

La commune ne fait pas l'objet d'un PPR inondation, mais de deux Atlas des zones inondables.

De plus, des arrêtés de catastrophe naturelle ont été déclarés pour des inondations et des coulées de boue.

Selon le site Prim.net, le projet ne se trouve pas en zone inondable. Seul le secteur du lit majeur de la Boyne est référencé.

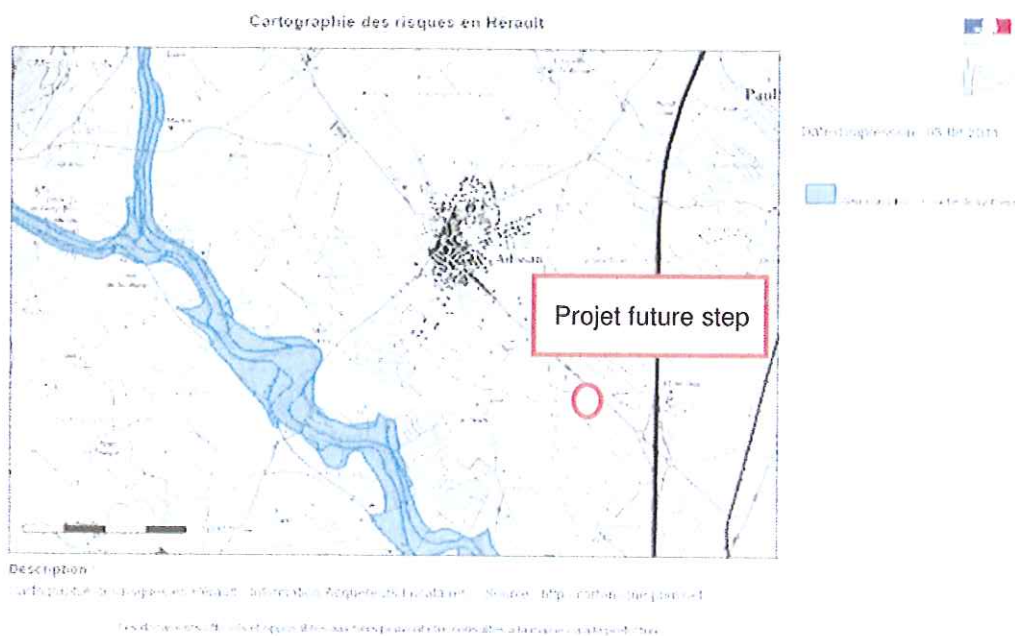


Figure 5 : Carte zone inondable (source PRIMnet)

Néanmoins dans le cadre de la réalisation du PLU, une étude hydraulique a été menée au niveau du secteur d'implantation de la future station d'épuration vis-à-vis d'une crue de La Fontanelle et des ruisseaux environnants.

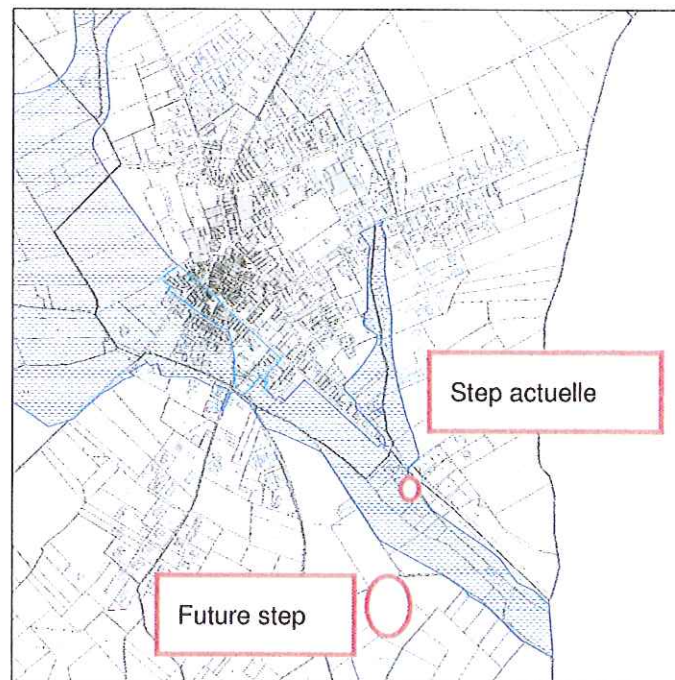


Figure 6 : Carte zone inondable (source G2C)

Selon cette étude, la parcelle de la station actuelle serait inondable sur une hauteur de +70cm par rapport au terrain naturel pour une crue centennale et + 20 cm pour une crue décennale.

Au contraire, la parcelle d'implantation de la future step se trouve hors de toute zone inondable.

Seul le poste de relevage étant à terme positionné à cet endroit, il sera rendu étanche et rehausser de 70 cm pour éviter tout risque lié à une inondation.

Il faut noter d'autre part que l'actuelle station située en zone inondable sera détruite, ce qui permettra d'élargir la zone d'expansion de crues.

La construction de la nouvelle station d'épuration permet d'améliorer considérablement l'impact d'une station d'épuration vis-à-vis des risques d'inondabilité en :

- implantant la nouvelle station hors de la zone inondable
- augmentant la zone d'expansion de crues par la destruction de l'actuelle station

VI. CONCLUSION

La réalisation de la nouvelle station d'épuration d'Adissan apporte une plus value environnementale importante du fait qu'elle permettra :

- de garantir le traitement de la totalité des effluents collectés actuellement et à l'horizon 25 ans
- de garantir un niveau de rejet supérieur à la réglementation actuelle
- d'améliorer l'impact d'une station d'épuration vis-à-vis des risques d'inondation

En outre, le projet de construction de la nouvelle station d'épuration d'Adissan s'inscrit totalement dans la problématique 5B17 du SDAGE afin de mettre en place un traitement des rejets plus poussé par des filières alternatives de type Filtres Plantés de Roseaux.



SNC • LAVALIN

www.snclavalin.com/europe

COUMELONGUE INGENIERIE
Membre du Groupe **SNC • LAVALIN**



RECU le

2 AVR. 2012

RECU le

2 AVR. 2012

Montpellier, le mardi 27 mars 2012

Roger Fages

Conseiller général
du canton de Montagnac

Maire de Montagnac

Monsieur Philippe HUPPE
Maire
Hôtel de Ville
34230 ADISSAN

Affaire suivie : MH LAGARDE
Téléphone : 04.67.67.63.76
Référence : RF/MHL/c12-043

Objet : notification de décision
Domaine de l'Eau (CP/F4)

Monsieur le Maire,

J'ai le plaisir de vous informer que, lors de sa session du 26 mars 2012, l'Assemblée Départementale a décidé d'allouer à votre commune, au titre du programme d'assainissement en contrepartie avec l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée et Corse, une aide financière de **173 430 euros**, pour la création d'une nouvelle station d'épuration.

La contrepartie est demandée à l'Agence de l'Eau, à hauteur de 213 087 euros. La décision définitive interviendra lors de la réunion de son Conseil d'Administration du 29 mars 2012.

Je tenais à vous faire part de cette décision.

Vous souhaitant bonne réception de la présente,

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes meilleurs sentiments.

et les plus sincères

Roger FAGES





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'HERAULT

Direction Départementale
des Territoires et de la Mer
DDTM 34

Montpellier, le 13 MARS 2012

Service Eau et Risques chargé de la Police de l'Eau
Unité : Gestion de l'Eau

Nos réf. : 34.2011.00145

Responsable unité : E. MUTIN

Affaire suivie par : P. BOYER

Tél. 04.34.46.62.19 – Fax : 04.34.46.62.34

Courriel : pascal.boyer@herault.gouv.fr

RECU le

26 MAR. 2012

RECOMMANDE AVEC A.R.

Objet : Accord sur dossier de déclaration - Collecte et traitement des eaux usées – commune de ADISSAN.

Monsieur le Maire,

Après instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L 214.1. à 8 du code de l'environnement relatif à **la construction d'une station d'épuration pour la commune de ADISSAN**, j'ai l'honneur de vous informer :

- que votre dossier a été jugé régulier,
- que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration
- que vous pouvez entreprendre la réalisation des travaux à compter de la réception du présent courrier accompagné du récépissé de déclaration et des prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 22 juin 2007.

Le récépissé de déclaration vaut accord pour la réalisation des travaux sous réserve que vous respectiez les autres réglementations susceptibles de s'imposer à votre projet (urbanisme, défrichement...) et que vous possédiez la maîtrise foncière des terrains devant accueillir le dispositif épuratoire. Ce récépissé annule et remplace le récépissé initial en date du 4 novembre 2012.

Il va de soi cependant que l'obligation de préservation du milieu demeure, et qu'en l'absence d'un traitement efficace, la responsabilité tant civile que pénale de la commune et du Maire pourraient être engagées, notamment en cas de pollution (art. L 432.2 et L 216.6 du code de l'environnement).

En outre, j'attire votre attention sur l'utilité d'instaurer un périmètre d'isolement de 100 m mesurés à partir des limites du terrain devant accueillir le dispositif épuratoire ; dans ce périmètre, il est souhaitable qu'aucune construction nouvelle ne soit admise et que les documents d'urbanisme soient, si nécessaire, adaptés en ce sens.

**Monsieur le Maire
d'Adissan
Mairie
34230 ADISSAN**

Horaires d'ouverture : 9h00-11h30 / 14h00-16h00

Tél. : 04 67 20 50 51 – fax : 04 67 20 51 24

adresse postale : 520, allée Henri II de Montmorency – CS 60 556 – 34 064 Montpellier cedex 02

implantation service : Millénaire 233 rue Marconi 34000 MONTPELLIER

II. RESEAU DE COLLECTE

II.1. MODALITE D'EXPLOITATION DU RESEAU

L'exploitation du réseau se fait en régie.

II.2. ECHEANCIER DE REALISATION DES TRAVAUX

Le tableau suivant récapitule les différents travaux et leur échéancier permettant de réduire les eaux claires parasites identifiées dans le schéma directeur de 2005.

Nature des travaux	Eaux parasites éliminées	% de VECP éliminées	ECHEANCIER DES TRAVAUX
Réhabilitation du Collecteur Principal situé dans le ruisseau de la Fontanelle	67 m ³ /jour temps sec Et 29 m ³ /jour temps pluie	50 % des VECP temps sec nappe haute 50 % VECM temps de pluie	FAIT
rue de la Fontanelle	10 m³/jour	20 % des VECP temps sec nappe haute	Dernier trimestre 2013
Avenue Jean Moulin	9 m³/jour		Dernier trimestre 2013
Route de Nizas	8 m³/jour		Dernier trimestre 2013
Déconnexion des 5 gouttières - étanchéification des 2 boîtes siphoides	8 m ³ /jour Temps pluie	14 % des VECM temps de pluie	FAIT

Tableau 1 : Planification des travaux sur réseaux

II.3. NATURE DES EFFLUENTS

L'ensemble des effluents transitant dans les réseaux et arrivant à la station sont de nature domestique. Aucune industrie n'est raccordée au réseau.

Les caves coopératives présentes sur la commune possèdent leur propre système épuratoire ou ont signé une convention pour la vidange et le traitement de leur effluent

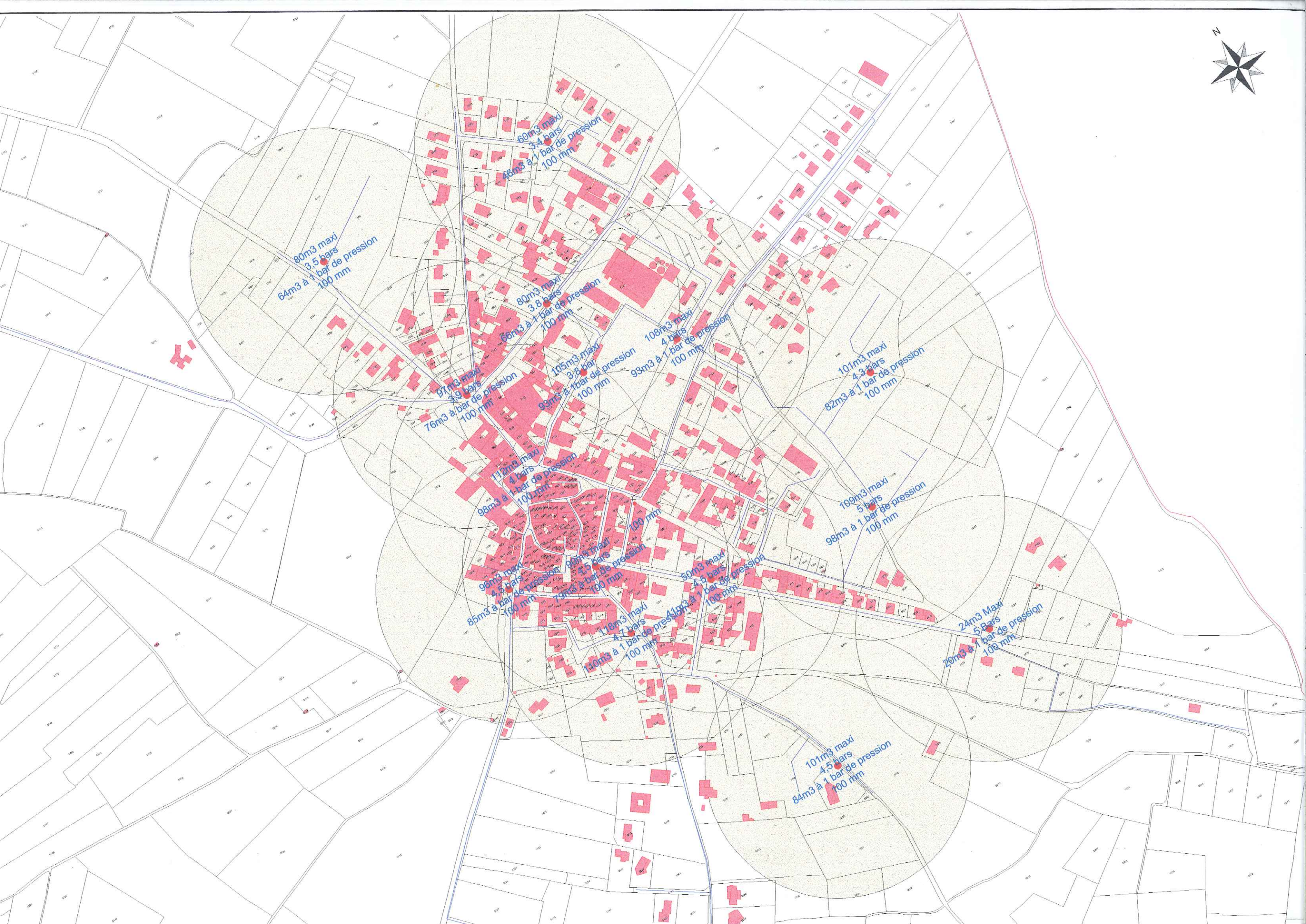


COMMUNE D'ADISSAN
DEPARTEMENT DE L'HERAULT

PLAN LOCAL D'URBANISME

**5-1 C – ANNEXES ALIMENTATION EN EAU POTABLE
ET DEFENSE INCENDIE**

P.L.U DE LA COMMUNE D'ADISSAN 5-1 C – ANNEXES ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET DEFENSE INCENDIE	
ARRETE LE	APPROUVE LE
20 JUILLET 2011	
Signature et cachet de la Mairie :	



PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES

RELATIVES AUX CONTRAINTES LIEES A L'ACCESSIBILITE DES ENGINS DE
SECOURS ET A L'ORGANISATION DE LA DEFENSE INCENDIE

P.L.U. DE LA COMMUNE DE ADISSAN

ACCESSIBILITE :

1 - Afin de permettre la circulation et l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie, les voiries devront avoir les **caractéristiques minimales** ci-après :

- largeur minimale de la bande de roulement : 3,00 mètres, (bandes réservées au stationnement exclues),
- force portante pour un véhicule de 130 kilo-Newtons (dont 40 kN sur l'essieu avant et 90 kN sur l'essieu arrière, ceux-ci étant distants de 4,50 mètres),
- rayon intérieur des tournants 11 mètres minimum,
- pente inférieure à 15%,
- hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de 3,50m de hauteur.

1.1. - En ce qui concerne tous les nouveaux projets de réalisation d'établissements recevant du public ou d'établissements classés pour la protection de l'environnement, le nombre et la largeur des voies de circulation seront déterminés par le S.D.I.S. en fonction de la catégorie de l'établissement, lors de l'examen des dossiers d'autorisation d'exploiter ou de permis de construire.

1.2. - Point de retournement : lorsqu'un projet de voirie en impasse d'une longueur **supérieure à 100 mètres**, (ex. projet de lotissement), est destinée à desservir exclusivement des habitations de 1^{ère} ou 2^{ème} famille, le S.D.I.S. imposera au concepteur du projet de prévoir à l'extrémité de cette voie une zone de retournement utilisable par les véhicules d'incendie.

Les voiries en impasse destinées à desservir tous les autres types de projets d'urbanisme ne sont pas admises.

Cette plate-forme, (Té de retournement, placette circulaire) doit comporter des tournants dont le rayon intérieur doit être $\geq$ à 11 mètres et le rayon extérieur $\geq$ 15,5 mètres(*).

(*) Calcul du rayon extérieur minimum : rayon intérieur 11 mètres + bande de roulement de 3 mètres + sur largeur de: 15/11 soit 1,36m = au total : 15,36 mètres arrondis à 15,50m.

1.3. - Pour les constructions situées à plus de 80 mètres de l'entrée normale de la parcelle depuis la voie publique, il devra être conservé un accès au bâtiment d'une largeur minimale de 3 mètres, d'une hauteur minimale de 3,50 mètres et d'une surface à la force portante suffisante pour supporter le passage d'un véhicule de lutte contre l'incendie de 13 tonnes.

1.4. – Tous les projets d'installation de bornes rétractables, de barrières ou tout autre dispositif interdisant temporairement ou non la circulation automobile sur les voies utilisées par les Sapeurs-Pompiers lors des interventions de secours, doivent être soumis à l'avis technique du S.D.I.S.

MOYENS DE SECOURS :

RISQUES COURANTS

2 - Les moyens de défense contre le **risque courant d'incendie** sont déterminés par la réglementation visée (voir dernière page de l'annexe).

Il en résulte globalement que les sapeurs-pompiers doivent pouvoir disposer en tout endroit et en tout temps d'un minimum de 120 m³ d'eau utilisable en 2 heures.

Ces besoins en eau peuvent être satisfaits soit, à partir du réseau de distribution existant, soit à partir de points d'eau naturels ou artificiels.

La densité d'implantation, la distance entre deux hydrants(*) et entre l'hydrant et le risque courant à couvrir, la simultanéité des débits sur 2 hydrants successifs sont déterminés dans les **prescriptions techniques particulières** ci-après, en fonction des zones du P.L.U.

(*) On appelle « hydrant » un poteau d'incendie ou une bouche d'incendie.

RISQUES PARTICULIERS IMPORTANTS

3 - Tout les nouveaux projets d'urbanisme tels que :

- les quartiers à densité d'occupation élevée,
- les installations classées pour la protection de l'environnement (I.C.P.E.) soumises à autorisation d'exploiter,
- les établissements recevant du public (E.R.P.),
- les habitations de plus de 3 niveaux,
- les sites présentant des difficultés particulières pour l'intervention des services de secours

devront faire l'objet d'une analyse technique particulière qui sera réalisée par un instructeur désigné par le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours lors de la demande de permis de construire ou de la demande d'autorisation d'exploiter.

3.1. - Le risque important d'incendie sera alors apprécié en fonction de la nature de l'établissement ou de l'exploitation, des quantités des produits stockés ou des flux.

Les établissements à risque important sont déterminés par la réglementation, ce sont par exemple :

- les **ERP de type M et T non sprinklés**, (arrêté ministériel du 25/06/80)
- toutes les **Installations Classées pour la Protection de l'Environnement** soumises à autorisation d'exploiter (Code de l'Environnement),
- les **entrepôts** (I.C.P.E.) soumis à simple déclaration.

Les autres établissements, sauf cas particuliers et définis comme tels par le S.D.I.S., sont à risque courant (voir le point 2).

3.2. - Lorsque l'aléa et/ou l'enjeu sont importants, et pour tous les nouveaux projets d'urbanisme cités au point 3 ci-dessus, les besoins en eau seront définis, au cas par cas par le Service Départemental d'Incendie et de Secours (S.D.I.S.).

3.3. – Le volume d'eau total nécessaire à l'extinction de l'incendie sera calculé par le S.D.I.S. en regard du nombre de lances nécessaires à l'extinction de la cellule(*) la plus défavorisée, et cela, sur une période de 2 heures. (Attention ces dispositions ne s'appliquent pas aux dépôts d'hydrocarbures).

() On appelle « cellule », la superficie à défendre en cas d'incendie déterminée par la superficie au sol de la plus grande surface non recoupée au sens réglementaire du terme, soit par un mur coupe feu de degré 2 heures minimum ou un espace libre (allée) d'une largeur de 8 mètres minimum.*

3.4. - En complément des hydrants existants et en adéquation avec les possibilités du réseau de distribution d'eau, l'implantation de nouveaux P.I. ou B.I. pourra être demandée.

Le réseau de distribution d'eau doit être capable de fournir les débits simultanés nécessaires aux hydrants défendant chacun des établissements concernés (voir le point 3.5 suivant) ainsi qu'éventuellement leurs systèmes d'extinction automatique tels que les sprinkleurs.

Lorsque le réseau de distribution d'eau ne permettra pas de satisfaire les besoins en eau calculés par le S.D.I.S., il sera demandé au concepteur du projet, la mise en place d'une ou plusieurs réserves d'eau. L'utilisation de cette solution technique doit rester exceptionnelle.

3.5. – Dans le cas du risque important, la répartition de ces hydrants et/ou des réserves d'eau nécessaires sera au minimum : (Attention ces dispositions ne s'appliquent pas aux dépôts d'hydrocarbures).

- 1^{er} hydrant à 100 mètres au maximum de l'accès à la cellule la plus défavorisée,
- 2^{ème} hydrant obligatoire à moins de 150 mètres de ce premier point d'eau,
- distance linéaire maximale entre les hydrants : 150 mètres,
- simultanéité minimum des débits sur 3 hydrants consécutifs: 180 M³/h pendant 2 heures,
- les autres points d'eau nécessaires (hydrants ou réserves d'eau) selon le débit défini par l'étude technique du S.D.I.S. devront être situés dans un rayon de 400 mètres au maximum de l'accès principal de l'établissement concerné,
- réseau bouclé ou maillé indispensable.

EAU BRUTE

3.6. – Les ressources privées en eau, (sociétés privées de distribution d'eau brute) sauf celles exclusivement destinées à la lutte contre l'incendie, ne peuvent pas être prises en compte par le S.D.I.S. comme moyens en eau disponibles pour la lutte contre l'incendie des E.R.P., des I.G.H., des I.C.P.E. mentionnées au point 3.2 et des habitations de 3^{ème} et 4^{ème} famille.

En effet, la lutte contre l'incendie relève du service public obligatoire.

La fourniture par ces sociétés d'une prestation de distribution d'eau brute pouvant servir d'appoint à la lutte contre l'incendie ne s'inscrit nullement dans cette mission de service public et ne peut s'y substituer.

Dans tous les cas, les contrats avec ces sociétés prévoient des possibilités d'interruption de la fourniture de l'eau incompatible avec une permanence de protection.

Les ressources privées en eau constituées par les exploitants pour servir exclusivement à la défense contre l'incendie doivent faire l'objet d'une étude spécifique et d'un avis technique du SDIS.

POTEAUX D'INCENDIE

4. - Les poteaux d'incendie doivent être d'un diamètre minimum de 100^{mm} et satisfaire aux dispositions des normes en vigueur (NF S 61-213 pour les spécifications techniques et NF S 62-200 pour les règles d'installation.)

5. - Les travaux de pose (ou de déplacement) des poteaux d'incendie ne se feront qu'après consultation écrite du S.D.I.S. avec fourniture des plans appropriés. Le Chef de Centre de Secours Principal des sapeurs-pompiers de PAULHAN sera destinataire des certificats de conformité.

6. - Les canalisations devront, pour alimenter efficacement en débit et en pression les poteaux d'incendie considérés, être **au minimum d'un diamètre de 100^{mm}** et celles devant alimenter simultanément plusieurs poteaux d'incendie, être largement dimensionnées de manière à assurer le **débit total correspondant**.

7. - Les réservoirs (châteaux d'eau) devront contenir un volume d'eau total suffisant, et, avec la mise en œuvre éventuelle de pompes ou de sur-presseurs, permettre d'assurer au moins le débit simultané demandé des poteaux d'incendie défendant la zone considérée pendant **2 heures au minimum**.

8 - Le **maillage** du réseau de distribution est exigé dans les zones artisanales et dans les zones urbaines centrales.

Dans les autres zones péri-urbaines le maillage du réseau de distribution est vivement souhaité par le SDIS car il évite qu'une avarie mineure élimine la défense incendie de tout un secteur.

Dans les zones rurales à habitats individuels diffus ou agricoles le maillage du réseau de distribution n'est pas imposé.

9. – Les dépenses d'investissement et d'exploitation des hydrants du réseau public **relèvent du budget général de la commune**.

La **vérification de la conformité constante des poteaux et bouches d'incendie** aux spécifications des normes et les opérations d'entretien sont de la responsabilité de la commune en l'absence de convention de transfert de compétence vers le S.D.I.S.

Les contrôles de débit et de pression effectués régulièrement par les Sapeurs-Pompiers ne sont pas de nature à engager la responsabilité du S.D.I.S.

La commune devra, au fur et à mesure de l'évolution de la consommation d'eau, de la modification ou de l'extension du réseau, vérifier si celui-ci est toujours en mesure de satisfaire les besoins du service incendie.

CONSULTATION DU SDIS

10. - Le S.D.I.S. devra être consulté dans les plus rapides délais lors **des projets ou travaux ayant une influence sur la distribution des secours** tels que :

- Projets d'aménagement de zones,
- Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- Établissements Recevant du Public,
- Lotissements,
- Immeubles d'habitation de plus de 3 étages,
- Camping,

- Création de voirie,
- Évolution des schémas de circulation,
- Changement de dénomination des voies,
- Modification des réseaux de distribution d'eau potable,
- **Projets d'implantation, de suppression ou de déplacement de poteau d'incendie.)**

11. - Le maître d'ouvrage ou le gestionnaire des projets cités au point 9 fera parvenir à :

Monsieur le Directeur
Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault,
 Service Prévision départemental
 150, rue Super Nova
 34570 VAILHAUQUES,

par écrit les pièces suivantes (sous format A₃ maximum) :

- description sommaire du projet (activités, nature des produits stockés, quantité),
- plan de masse avec nom des rues, au 1/2000ème ou 1/1000^{ème},
- plans du réseau Alimentation Eau Potable (AEP) réseau actuel et réseau projeté,
- procès verbal de réception des travaux pour les poteaux incendie avec mention des valeurs de pression et de débits mesurés en simultané.

Cette liste est non limitative et le S.D.I.S. pourra demander au responsable du projet de fournir d'autres pièces qu'il jugera utiles à l'étude ou à la réalisation des plans d'interventions des Sapeurs-Pompiers.

12 - DEBROUSSAILLEMENT :

Sans préjudice des prescriptions émises par les autres services de l'État concernés, le SDIS demande que les dispositions du Code Forestier définissant notamment les contraintes liées au débroussaillage et à son maintien obligatoire, aux abords des constructions, chantiers, travaux et installations de toute nature **sur une profondeur de 50 mètres**, ainsi que les voies privées y donnant accès sur une profondeur de 10 m de part et d'autre de la voie, soient respectées.

En particulier, les parties du territoire communal situées dans ou à moins de 200 mètres les zones sensibles ou délimitées dans les Plans Locaux d'Urbanisme (Zones U) ou dans les Plans de Prévention des Risques Incendie de Forêt (P.P.R.I.F.) devront être débroussaillées et maintenues en cet état en permanence.

Les terrains, destinés aux opérations de création de zones d'aménagement, de lotissements, de construction d'exploitation industrielle ou artisanale, d'espaces verts liés à

une association foncière urbaine, doivent être débroussaillés et maintenus en cet état en permanence.

Les terrains aménagés pour le camping ou le stationnement de caravanes et leurs abords (50 mètres), devront être débroussaillés et maintenus en cet état en permanence.

Les opérations de débroussaillage doivent être accomplies avant le 15 avril de chaque année.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral permanent n° 2002 OI 1932 du 25 avril 2002 définissant les contraintes liées à l'emploi du feu, notamment pour les opérations de débroussaillage, doivent être intégralement respectées.

Le récépissé de dépôt des déclarations effectuées par les propriétaires ou ayants droits pour l'incinération des végétaux coupés ou sur pied, doit être envoyé sans délai par le Maire au Service Départemental d'Incendie et de Secours, C.O.D.I.S., (voir l'adresse au point 11).

-O-O-O-O-

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

MINIMALES EN FONCTION DU CLASSEMENT DE LA ZONE SUR LE P.L.U.

(Il conviendra de faire la correspondance avec les nouvelles appellations des zones sur les documents d'urbanisme).

Zone urbaine centrale à usage d'habitation et d'équipements collectifs, services et activités diverses : (souvent constructions anciennes en ordre continu)

Densité minimum d'implantations des hydrants de 100 mm : 1 par carré de 4 hectares,

Distance linéaire entre 2 hydrants : **200 mètres au maximum** par les voies carrossables,

Débit minimum de chaque hydrant : **1000 litres par minute sous une pression dynamique de 1 bar pendant 2 heures**, conformément aux normes,

Distance maximale à parcourir sur un chemin praticable avec un dévidoir mobile entre un hydrant et l'accès principal du bâtiment le plus défavorisé : **150 m** par les voies carrossables,

Simultanéité des débits sur 2 hydrants successifs : 120 m³/h,

Réseau bouclé ou maillé indispensable.

Zone urbaine d'extension immédiate en agglomération à dominante d'immeubles collectifs, hôtels, commerces, services et bureaux (construction en ordre semi-continu) :

Densité d'implantation des hydrants : **200 mètres** de distance au maximum par les voies carrossables,

Débit minimum de chaque hydrant : **1000 litres par minute sous une pression dynamique de 1 bar pendant 2 heures** conformément aux normes,

Distance maximale à parcourir sur un chemin praticable avec un dévidoir mobile entre un hydrant et l'accès principal du bâtiment le plus défavorisé : **150 m** par les voies carrossables,

Réseau bouclé ou maillé indispensable,

Le réseau de distribution d'eau doit être capable de fournir les **débits simultanés** nécessaires aux hydrants défendant chacun des établissements recevant du public concerné ainsi qu'éventuellement leurs **systèmes d'extinction automatique** tels que les sprinklers,

La défense incendie de chacun des établissements recevant du public dans cette zone sera réalisée après avis technique du S.D.I.S. par **plusieurs hydrants**, (2 au minimum) lorsque l'analyse des risques mettra en évidence la nécessité de faire intervenir plusieurs fourgons d'incendie.

Zone urbaine à dominante de grands équipements publics ou privés

Défense incendie soumise à étude préalable du S.D.I.S.

Zone urbaine à dominante d'habitats individuels ou groupés et petits collectifs, de densité moyenne à faible :

Densité minimum d'implantations des hydrants de 100 mm : 1 par carré de 4 hectares,
Distance linéaire entre 2 hydrants : **200 mètres** au maximum par les voies carrossables,
Débit minimum de chaque hydrant : 1000 litres par minute sous une pression dynamique de 1 bar pendant 2 heures, conformément aux normes,
Distance maximale à parcourir sur un chemin praticable avec un dévidoir mobile entre un hydrant et l'accès principal du bâtiment le plus défavorisé : **200 m** par les voies carrossables,
Réseau bouclé ou maillé indispensable.

Zone urbaine à vocation d'activités, industries, artisanats, commerces :

Défense incendie soumise à étude préalable du S.D.I.S

Zone urbaine concernée par des équipements liés au tourisme, camping caravaning :

Défense incendie soumise à étude préalable du S.D.I.S.

Zones d'urbanisation future, parc d'activités, ZAE etc. :

Zone destinée à l'urbanisation à court terme : (réseaux existants),
Zone non équipée destinée à l'urbanisation à long terme : (réseaux inexistantes),
Zone destinée à l'urbanisation à long terme : (réseaux inexistantes),
Zone non équipée destinée à l'implantation d'activités futures,
Zone non équipée destinée à de futurs d'équipements publics : (urbanisation touristique, activités sportives ou culturelles)

Défense incendie soumise à étude préalable du S.D.I.S., au minimum identique à zone urbaine centrale en fonction des activités, des risques et des surfaces exposées. (voir également point 3.5 des prescriptions générales pour les moyens en eau exigés pour le risque important).

Zone d'habitats individuels diffus :

Défense incendie si possible par un hydrant normalisé ou si non par une réserve incendie de **120 m³ minimum** utilisable par les Sapeurs-Pompiers en tout temps et implanté à **400 mètres** au maximum du lieu à défendre,
Si plusieurs points d'eau sont nécessaires : distance linéaire entre 2 points d'eau : **300 mètres** au maximum,
Les territoires communaux comportant de nombreuses parties au couvert végétal sensible à l'incendie, bien que non soumis au décret 92-273 du 23 mars 1992, requièrent la mise en place de moyens de secours adaptés définis par le SDIS.

Il est souhaitable d'informer les constructeurs dont le bâtiment se trouverait à plus de 100m de l'entrée normale de la parcelle de conserver un **accès de 3m** de largeur, de 3,50m de hauteur et à la surface portante de nature à supporter le passage d'un engin de secours.

En effet, si les véhicules de Sapeurs-Pompiers ne peuvent pénétrer sur une parcelle à cause d'une largeur d'accès insuffisante, le temps d'intervention pour feu s'en trouvera sensiblement augmenté.

Zone de richesses naturelles et économiques, agricole : (terrains réservés à l'exploitation agricole, élevage, exploitation des ressources du sous-sol, la forêt).

La réalisation de tout bâtiment lié à l'exploitation agricole doit entraîner une mise en place d'une défense incendie obligatoire par un hydrant normalisé ou une réserve incendie de **120 m3 minimum**, utilisable par les Sapeurs-Pompiers en tout temps et implanté à **400 mètres** au maximum du lieu à défendre.

Zone naturelle à protéger, plage, espace vert, coupure d'urbanisation, site naturel, paysages ou écosystèmes, protection contre les risques naturels ou les nuisances :

La réhabilitation du bâti existant dès qu'elle nécessite un permis de construire doit entraîner la mise en place d'une défense incendie identique à la zone d'habitats individuels diffus.

Rappel : Toutes ces zones comportant des parties boisées devront être débroussaillées et entretenues conformément au Code Forestier et à l'arrêté préfectoral du 25 avril 2002.

ZONE PREVUE PERMETTANT L'INSTALLATION D'UN CAMPING :

Les dispositions des arrêtés préfectoraux du 02 juillet 1982 et du 13 mai 1996 définissant notamment les contraintes liées à l'accès des secours et les ressources en eau pour la lutte contre les incendies devront être respectées.

REGLEMENTATION VISEE : (liste non exhaustive)

- Code de l'Urbanisme,
- Code de la Construction et de l'Habitation : l'arrêté ministériel du 25/06/80 modifié (articles MS) pour la mise en œuvre des moyens de secours fixés par les dispositions particulières liées aux types d'E.R.P.; arrêté ministériel du 18/10/77 modifié (articles GH) pour ce qui concerne les Immeubles de Grande Hauteur ; arrêté ministériel du 31/01/86 concernant la sécurité incendie dans les immeubles d'habitations,
- Code de l'Environnement et les différents textes relatifs aux I.C.P.E.,
- Code Forestier : Loi du 4/12/1985, Loi du 6/07/92, Arrêté Préfectoral permanent du 1/06/82.
- Code du Travail, article R 232-17 pour les établissements ne relevant que du Code du Travail,
- Circulaires interministérielles n°465 du 10/12/51 et du 20/02/57,
- Circulaires ministérielles du 30/03/57 et du 9/08/67,
- Arrêté ministériel du 1/02/78 relatif au règlement d'instruction et de manœuvre des sapeurs-pompiers.
- Normalisation française (NF S 61-213, NF S 62-200)





COMMUNE D'ADISSAN
DEPARTEMENT DE L'HERAULT

PLAN LOCAL D'URBANISME

5-1 D – ANNEXE RESEAU PLUVIAL

P.L.U DE LA COMMUNE D'ADISSAN 5-1 D – ANNEXE RESEAU PLUVIAL	
ARRETE LE	APPROUVE LE
20 JUILLET 2011	
Signature et cachet de la Mairie :	

DEPARTEMENT DE L'HERAULT

Commune d'ADISSAN

Révision du Plan Local d'Urbanisme

Note Hydraulique

Plan des bassins versants
Sur fond de plan IGN

34.2633.03

VU ET ADOPTÉ LE MAÎTRE D'OUVRAGE		DRESSÉ PAR L'INGÉNIEUR SOUS-SIGNÉ BEZIERS LE 5 Février 2007	
INGÉNIEUR : FB		GÉOMÈTRE DE L'OPÉRATION : Non Désigné	
DESSINATEUR :		MODIFICATIONS	DATES
CABINET Ed. COUMELONGUE INGÉNIEURS-CONSEILS S.A. 34500 BEZIERS			
342633_03\IGN_village.dwg		Ech : 1 / 5 000	

Légende

- Limite communale
- Bassins versants urbanisés
- Bassins versants ruraux
- Bassins versants extensions PLU
- Ruisseaux et fossés

